

# la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE  
Fondée par **Pierre MONATTE** en 1925

DANS CE NUMÉRO

## **Déflation et sous-emploi**

*par Raymond GUILLORE*

## **LE DROIT AU TRAVAIL**

*par Robert LOUZON*

## **LA CRISE DE L'ENSEIGNEMENT**

*par Jean MOREAU*

## **L'indépendance nationale, mythe et slogan**

*par Roger HAGNAUER*

## **Impressions d'Algérie**

*par Jacques GALLIENNE*

## **1789 AU PORTUGAL**

*par Yves BLONDEAU*

# LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire  
(mensuelle)

## CONDITIONS D'ABONNEMENT

### FRANCE ET PAYS DU MARCHE COMMUN

Six mois ..... 25 F  
Un an ..... 50 F

### AUTRES PAYS

Six mois ..... 30 F  
Un an ..... 60 F

Le numéro : 5 F

ADRESSER LA CORRESPONDANCE  
concernant la rédaction  
et l'administration à la

### REVOLUTION PROLETARIENNE

21, rue Jean-Robert, Paris 18<sup>e</sup>  
Téléphone : 607-02-06

### PERMANENCES

le lundi, de 15 à 17 h ; les mercredi et jeudi  
de 17 à 19 h ; les samedi à partir de 15 h

UTILISER POUR LES ENVOIS  
DE FONDS  
notre compte chèque postal

REVOLUTION PROLETARIENNE 734-99 Paris

## Sommaire du N° 607 - Octobre 1974

Chronique de l'Union des Syndicalistes : Déflation et sous-emploi : montée des périls. — La nécessaire hiérarchie des valeurs. — Un petit scandale parmi d'autres. — Une grève exemplaire. — Les P.D.G. au travail pour le bonheur dans l'entreprise. — Une histoire drôlement macabre Cinquantenaire de « la Révolution Proletarienne » Informations Syndicales.	R. GUILLORE
A propos de la crise de l'enseignement .....	Jean MOREAU
Education : économie.	
Parmi nos lettres : Sur Proudhon encore (R. Andrieu). — La discussion entre Souvarine et Louzon (E. Sauvé). — Pour un contrôle des prix (Puéchagut). — Encouragement à la relève (Marcel Guenec).	
Un bourgeois qui ose voir clair. 1789 au Portugal .....	Yves BLONDEAU Albert LEMIRE
A quand le mausolée .....	
A bâtons rompus : Baisse ou hausse ? — Nécessité de la violence révolutionnaire. — Le chaos cypriste (suite). — Une prélat terroriste. — L'archipel du Goulag. — Impressions d'Algérie. — Rencontre avec un Somali .....	J. GALLIENNE
Notes d'économie et de politique : Le droit au travail. (Du « bris des machines » à Lip et au « France »). — Il est permis d'être bête, mais pas à ce point-là ! — Dans l'empire américain L'indépendance nationale ? Mythe et slogan ....	R. LOUZON R. HAGNAUER
Un dernier mot d'Albert Goldschild.	
A travers les livres : Tout est possible (les gauchistes français 1929-1944) par Jean Rabaut. Les idées pédagogiques de Tolstoï, par Dominique Maroger (Louis Simon). Autopsie de Péron. Les présupposés du Socialisme. Marxisme contre dictature.	
« Capitalisme-Syndicalisme même combat » .....	S. RUBAK
La Commune vivante par A. Fimmen .....	B. GIAUFFRET

## ENTRE NOUS...

Ce n'est pas la peine de reprendre aujourd'hui notre plainte sur la trésorerie difficile et l'existence fragile de notre revue. Les camarades la connaissent par cœur, aussi bien que nous. Ils savent que, grâce à eux, nous sommes sortis, cet été, d'un passage très inquiétant. Ils verront en core, s'ils lisent la rubrique « D'où vient l'argent », que les recettes de septembre ont été inférieures aux dépenses. Et celles-ci viennent de faire encore un bond impressionnant.

Pour l'immédiat, nous parlerons d'abord de la préparation collective du cinquantenaire de « la R.P. », une de ces rencontres quinquennales où nous consolidons notre fraternité. Cet anniversaire devra avoir encore plus d'importance. Vous lirez plus loin le placard qui concerne le cinquantenaire et vous y réagirez comme nous vous le demandons.

Quant à la rédaction, nous la voudrions aussi plus collective. Des correspondants réclament des signatures nouvelles. Pourquoi pas la leur pour commencer ? Nous avons besoin d'être plus près de la vie syndicale réelle, de la vie ouvrière réelle ; ce n'est pas toujours la même chose, malheureusement.

Nous sommes dans une époque de transformation économique, politique et sociale. Un flot d'idées nouvelles, ou de vieilles idées remises à jour en jaillissent. Vous ne nous direz pas qu'elles ne vous inspirent pas des réflexions ! Même les camarades qui ont ou qui ont eu une activité manuelle, ont prouvé maintes fois, dans les syndicats et ailleurs, qu'ils savaient tenir une plume. Les « mass media », les moyens « audio-visuels » ont-ils détérioré à ce point l'art de parler et d'écrire ? L'école primaire, base intellectuelle unique de beaucoup d'en-

tre nous, n'a-t-elle plus — alors qu'elle est prolongée — le même rendement de ce seul point de vue pratique ? Il est des copains qui nous ont montré souvent qu'ils n'avaient pas eu besoin d'une autre base de départ pour devenir de redoutables « débaters » et même de vrais philosophes prolétariens.

Nous venons de soulever là une des questions les plus controversées qui agitent le monde contemporain : celle de l'école et de l'enseignement. On trouvera plus loin, sur cette question, un premier article d'un pédagogue encore à l'ouvrage. Ce devrait être le début d'une discussion renouvelée. Nous ne manquons pas de travailleurs de l'enseignement, cette énorme « industrie » d'aujourd'hui. On n'arrête pas d'y introduire des « réformes » qui évitent toutes de poser le fond du problème qui est évidemment d'ordre social. A nous de l'aborder !

La crise de l'enseignement est un des aspects de la crise générale qui agite le monde entier. Celle-ci nous touche tous, à des degrés divers, dans notre vie quotidienne. Nous serons sans doute d'accord pour dire que c'est une crise de civilisation. Ne serait-ce pas là la crise révolutionnaire ?

Voilà ce qui doit être le sujet de notre discussion, de nos discussions, car chacun sait que nous n'en manquons pas. Les pages de la « R.P. » ne sont évidemment pas muettes sur « la crise » en général, comme sur ses aspects particuliers et ses conséquences immédiates.

Les camarades lecteurs devraient s'y exprimer davantage. Par des lettres évidemment, comme ils le font assez souvent. Mais aussi par des articles, des études personnelles dont — il faut le répéter — notre vieille revue a un besoin vital.

## DEFLATION ET SOUS-EMPLOI : MONTEE DES PERILS

Le mot de crise est sur toutes les bouches, y compris sur celles des augures. Est-ce une crise de même nature et de même gravité que celle des années 30 ? La question est ouverte et la réponse n'est pas encore venue. Si elle venait décidément et qu'elle soit : oui, alors il faudrait s'attendre aux pires bouleversements, à la guerre peut-être, la solution du désespoir. Elle rôde en permanence à nos portes, ne l'oublions pas.

Les raisons et les faits ne manquent pas cependant pour que la réponse soit : non, cette crise ne présente ni le caractère ni les dangers de celle de 1929. La première raison est que le capitalisme n'est pas le même que celui d'il y a quarante ans ; il n'est plus « libéral » au sens classique que M. Giscard voudrait encore lui donner, alors que la pratique de son ministre des finances nie précisément le libéralisme. Il n'y a d'ailleurs pas moyen de faire autrement sans précipiter la catastrophe.

Pour nous en tenir à la France, l'Etat y détient ou y contrôle un tiers peut-être de l'économie du pays. Les grandes banques nationalisées doivent lui obéir. Elles interviennent massivement, avec la Caisse des Dépôts et Consignations, avec l'argent des Caisses d'épargne sur « le marché monétaire ». L'Etat est le plus gros des capitalistes, hormis les sociétés multinationales qui sont ses seules rivales, en admettant qu'il ne joue pas avec elles, et avec elles seules, le jeu du libéralisme : laissez faire, laissez passer.

Les mesures prises par le gouvernement sont incontestablement quoique timidement anti-inflationnistes, c'est-à-dire déflationnistes. Elles seraient sans doute plus profondes et plus efficaces avec un gouvernement de gauche, avec l'indexation de l'épargne (la spoliation de l'épargne petite-bourgeoise, étant, après l'exploitation de la main-d'œuvre, la base du système depuis longtemps établi), avec un emprunt intérieur indexé et gelé ou bien employé à des investissements immédiatement productifs.

Il n'est pas dit que le gouvernement de M. Giscard ne parviendra pas à réduire le taux d'inflation, pourvu qu'il accepte de naviguer avec une croissance réduite, moins désordonnée et différente dans son contenu.

Seulement... seulement la déflation signifie un « refroidissement » de l'activité économique et — jusqu'à présent de façon inévitable — une diminution de l'emploi, le chômage pour employer le mot qui fait peur. Le gouvernement prétend éviter cette conséquence. Il affirme qu'il maintiendra le plein emploi. C'est un pari difficile.

Maigre grise est la théorie ! Regardons les faits : il ne se passe de jour sans que nous apprenions la fermeture de « boîtes » de petite ou moyenne importance et cela dans tous les coins du pays, du sud au nord. Il y a même une vallée des Vosges où les petites boîtes de textile ferment

les unes après les autres et que l'on appelle « la vallée des larmes ». A chaque fois, ce sont des dizaines, des centaines d'ouvrières et d'ouvriers privés d'emploi tout d'un coup. Il n'est pas possible que cela ne se traduise pas dans les statistiques officielles.

Même secourus, assez convenablement, grâce à l'action syndicale ces chômeuses et ces chômeurs sont les premières victimes de la crise. Il n'est plus possible aujourd'hui de considérer cela avec le cœur sec d'un économiste « libéral ». Aujourd'hui le droit au travail est entré dans la vie au point que les travailleurs le défendent jusqu'au bout par l'action, par l'occupation des locaux abandonnés par le capital, par la prise en main de l'entreprise quand cela est possible. Aucun argument ne saurait prévaloir contre ce fait que les travailleurs n'acceptent plus d'être jetés au « marché du travail », qu'ils n'acceptent plus que leur force de travail manuel ou intellectuel soit traitée comme une marchandise. Ils ébranlent ainsi la base même du système capitaliste.

\*  
\*\*

Cette action de défense de ce qu'ils considèrent justement comme un droit vaut aussi pour les marins et employés du paquebot « France » et pour les ouvriers de la SNIAS (Société Nationale des Industries Aéronautiques et Spatiales).

Dans ce dernier cas, celui de la SNIAS, les dirigeants de la CGT ont évidemment tenu à dramatiser la situation. Il est regrettable que la CFDT les ait suivis. Attention ! nous ne disons pas que les travailleurs de Toulouse ne doivent pas être alertés contre les menaces diffuses qui pèsent sur leur emploi. Mais il ne faut pas les lancer dans une bataille prématurée — et que l'on doit cesser faute de vraie raison — alors que les 6.000 licenciements annoncés au dehors se réduisent en fait, pour le moment, à une trentaine de mutations plus ou moins acceptées. Pour préserver l'emploi de tous les travailleurs de l'aéronautique, il faut comprendre qu'on doit se résoudre à fabriquer autre chose que les « Concorde » dont le marché est fermé avant d'avoir été vraiment ouvert.

Personne d'utile n'a besoin du « Concorde » comme personne d'utile n'avait besoin du « France » (et moins encore aujourd'hui). Ces fabrications somptuaires ont grevé le développement des flottes aérienne et maritime. Il n'est pas dit tout de même que seule la fabrication de choses inutiles doive créer des emplois ! Insistons sur ce point : les travailleurs ne sauraient en aucun cas faire les frais d'une reconversion bien tardive. Parmi ces frais, il y a en priorité l'emploi des travailleurs, le maintien de leur niveau de vie et de leur genre de vie. Ils ont raison de ne pas désarmer avant que ces garanties ne leur soient assurées.

Mais il ne faut pas que les dirigeants de la CGT ramassent les oriflammes et les falbalas du gaullisme au nom prétendu de « la grandeur française » ! Et il ne faudrait pas que, sur ce point au moins, la CFDT leur emboîtât le pas.

## LA « NECESSAIRE » HIERARCHIE DES VALEURS

Le 11 septembre dernier, le camarade *Bergeron* a tenu un meeting de rentrée devant les militants F.O. de la région parisienne. La salle de la Bourse du Travail était comble. Le discours fut bon, comme à l'habitude. Il survola, à distance raisonnable, tous les problèmes qui préoccupent, en cet automne inquiétant, la classe ouvrière et, en conséquence, les militants syndicaux.

La presse écrite et la presse parlée étaient présentes au pied de la tribune. Elle ne fit pourtant pas une grande place au compte rendu de cette réunion. Séguy et Marchais sont mieux traités, très largement mieux traités. La presse d'information a sa « hiérarchie des valeurs ».

Je n'emploie pas pour rien cette expression, car c'est sur ce point que je veux m'en prendre au camarade *Bergeron*. Dans le texte écrit de son discours, après le passage où il parle de la garantie du pouvoir d'achat, plus particulièrement « en faveur de ceux qui sont les moins bien placés dans la hiérarchie », on lit qu'il n'est pas question de mettre en cause « la hiérarchie des valeurs ». Dans son exposé, *Bergeron* a même renforcé l'expression en disant « la nécessaire hiérarchie des valeurs ».

Laissons de côté pour le moment le point de savoir si elle est « nécessaire ». On en a déjà parlé et on en reparlera. Mais *Bergeron* pense sans doute que cette hiérarchie est bonne, équitable puisqu'il ne la remet pas en cause. Le bureau confédéral F.O. possède, il faut le croire, un instrument de mesure des valeurs et peut-être un ordinateur pour établir que la hiérarchie réelle des salaires et rémunérations de toutes sortes correspond bien à celle des « valeurs ».

Je pense, et je ne suis pas tout seul, que la fonction du syndicalisme ouvrier consiste, entre autres, à remettre en cause « la hiérarchie des valeurs » établie. A la remettre en cause sans cesse. *Bergeron* l'admet partiellement puisque, plus loin, il déclare qu'il faut « revaloriser le travail manuel ». Mais je dis que l'une des formes de la lutte de classe est cette remise en cause continue d'une hiérarchie qui caractérise aujourd'hui l'exploitation du peuple. Le profit est distribué aussi sous la forme de faux salaires, de rémunérations exorbitantes que je mets au défi de justifier par « une valeur » mesurée d'une façon quelconque.

Prenons un exemple : il y a maintenant six P.D.G. pour les six « sociétés » qui ont remplacé l'O.R.T.F. Chacun d'eux gagnera au moins, je dis au moins, deux millions par mois, 20 000 F (deux millions par mois, c'est le SMIC pour un P.D.G., avec en plus les rémunérations annexes). Je pose la question : qui a besoin de deux millions par mois ? Et par conséquent, quelle « valeur » peut-on mettre en corrélation avec ce pactole que d'autres P.D.G. et « cadres supérieurs » considéreront encore comme modeste ?

Il y a en effet des différences de valeurs ; elles ne se mesurent nullement par les différents niveaux des salaires et autres émoluments. C'est cette hiérarchie des salaires et prélèvements que nous remettons en cause avec de nombreux syndiqués et syndicalistes dans toutes les centrales. Il s'agit là, aujourd'hui, d'un aspect essentiel de la lutte, à la fois réformiste

et révolutionnaire, des ouvriers, des employés et des techniciens.

## UN PETIT SCANDALE PARMIS D'AUTRES

Un camarade m'a dit que, dans l'enseignement, et probablement dans toute la fonction publique, le supplément familial augmentait avec l'indice de traitement, ce qui voulait dire qu'un enfant de haut fonctionnaire valait plus que celui d'un petit, le gosse de riche plus que celui dont le père ou la mère sont au bas de l'échelle.

J'ai protesté et j'ai dit que ce n'était pas vrai, m'appuyant sur les allocations familiales servies par la Sécurité Sociale ; je ne crois tout de même pas que le « cadre supérieur » touche plus à ce titre que l'O.S. pour un même nombre d'enfants.

Eh bien ! je me trompais en ce qui concerne la fonction publique. Le camarade m'a mis sous les yeux un extrait du bulletin du Syndicat de l'Enseignement supérieur (le sien). Je lis : « le supplément familial comporte : un élément fixe de 15 F par enfant ; un élément proportionnel au traitement, 3 % pour le deuxième enfant, 5 % pour le troisième, 6 % pour les suivants. » Cela m'est encore confirmé par la lecture d'un article de l'« Ecole Emancipée » du 25 septembre dernier, qui commente : « Les enfants coûtent plus cher à élever quand on monte dans la hiérarchie ! »

Ainsi donc, il est admis et inclus dans les chiffres que cette fameuse « hiérarchie » s'étend aux enfants eux-mêmes. Alors que les traitements élevés permettent davantage de satisfaire les besoins familiaux, privilégiant par là-même les enfants des « cadres », il faut encore que ce privilège soit accentué par la progression du supplément familial en même temps que s'élève la position dans l'échelle des traitements. Dans « l'échelle des valeurs », pour reprendre l'expression employée tout à l'heure, la progéniture du « gros » est cotée davantage que celle du petit. Et l'on dira que cela n'est pas un des traits caractéristiques de l'esprit de classe, comme une sorte de racisme interne !

Personne n'a honte ?

## UNE GREVE EXEMPLAIRE

Il y a plus d'un an que ça dure. C'est dans une usine du groupe Péchiney-Ugine-Kuhlmann, l'usine Cégédur sise à Montreuil-Juigné près d'Angers et occupant douze cents salariés.

A vrai dire le mouvement n'intéressait que les deux cents ouvriers travaillant par équipes de trois-huit, sans interruption de jour et de nuit. Ils travaillent au traitement de l'aluminium. Ils avaient revendiqué une journée de repos, un samedi sur six. La direction a proposé en réponse un jour de congé supplémentaire par an. Alors, les ouvriers ont refusé de travailler le samedi, et ils appliquent ce refus depuis le 23 septembre 1973. Cette grève du samedi tend à s'étendre à d'autres catégories du personnel.

Le 23 septembre dernier, on a fêté l'anniversaire du mouvement, sous le slogan : « le samedi, c'est fini ! »

Voilà qui est plus efficace que toutes les palabres sur l'amélioration des conditions de travail et sur la qualité de la vie ! On paye un ministre pour ça, paraît-il...

## LES P.D.G. AU TRAVAIL POUR LE BONHEUR DANS L'ENTREPRISE

On sait que Giscard a demandé à M. Sudreau de présider une commission pour la réforme de l'entreprise. Encore une bonne intention.

M. Sudreau a donc créé douze groupes de travail, pas un de moins. L'un d'eux a pour objet les conditions de travail et l'organisation interne des entreprises: il est présidé par le P.D.G. de la société Leroy-Sommer. Un autre concerne la répartition des responsabilités: il est présidé par un administrateur d'I.B.M.-France, ancien P.D.G. de Gibbs Hill-France. (Il n'est pas inutile de dire que ce grand homme s'appelle Olivier Giscard d'Estaing et qu'il est le frère du président de la République).

Notre énumération n'est pas terminée. Un autre groupe chargé des « pouvoirs dans l'entreprise » est présidé par le P.D.G. des chaussures André. Un autre s'occupant des P.M.E. (petites et moyennes entreprises) est présidé par le P.D.G. de la société Promecan-Sisson-Lehmann. Ce n'est pas tout: un autre groupe se préoccupant des entreprises en difficulté a pour président le P.D.G. de la Société d'exploitation de produits pour les industries chimiques. Les sociétés multinationales ne sont pas oubliées; le groupe qui les étudie est présidé par le P.D.G. de Péchiney-Ugine-Kuhlmann.

Ouf! Voilà des gars éminemment compétents pour réformer leurs propres entreprises. Mais pourquoi ont-ils attendu la commission Sudreau? Il faudrait demander à leurs salariés ce qu'ils pensent de la qualité de la vie dans ces entreprises d'avant-garde. Ceux de l'usine Cégédur (Péchiney-Ugine-Kuhlmann) ont déjà répondu.

Ajoutons toutefois qu'un de ces groupes de travail, un seul sur douze, est présidé par un syndicaliste. C'est le groupe qui s'occupe des « conflits individuels et collectifs »; son président est le camarade *Albert Détraz*, ancien membre de la Commission exécutive de la CFDT. Eh bien! nous lui souhaitons bon courage et bonne réussite en cette compagnie, si tant est qu'il soit convaincu d'y être utile à quelque chose.

## UNE HISTOIRE DROLEMENT MACABRE

Sous le titre: « *Un communiste, un savant, un organisateur* », la *Pravda* de Moscou publie, le 25 septembre dernier, un compte rendu élogieux d'un livre consacré à *Nicolas Voznessenski*. Qui est ce Voznessenski? Un ex-membre du bureau politique du parti communiste de l'URSS, ex-vice-président du Conseil des ministres, ex-président de la Commission du Plan.

Apparemment, rien de particulier. Il s'agit d'un hommage habituellement et normalement excessif que l'on rend à un pontife du Kremlin. Un petit détail cependant: Voznessenski est mort en 1950. Comment est-il mort? Fusillé, tout simplement. Fusillé par qui? Sur l'injonction de Staline, comme il est bien entendu.

Mais pourquoi a-t-il été fusillé? Ah ça! c'est plus difficile à savoir. Toutefois, la même *Pravda* expliquait en 1952 que Voznessenski avait commis un ouvrage « antimarxiste », fort bien accueilli pourtant à sa parution en 1947, mais retiré deux ans plus tard des librairies et bibliothèques.

Qui écrivait cet article de dénonciation en 1952? Souslov tout simplement. Si vous ne savez pas qui est Souslov, apprenez que c'est un membre du bureau politique de l'URSS, qu'il l'est encore et qu'il l'était déjà du temps de Staline. C'est un cas. Bien entendu, il a accepté tous les crimes de Staline. C'est trop peu de dire qu'il les a acceptés: il les a « expliqués » et célébrés. Il faut dire que ce Souslov est généralement considéré comme le théoricien, « l'idéologue » du directoire de l'URSS. Il y a une « idéologie » de l'assassinat.

Une dernière note d'humour noir. Ledit Souslov dénonçait en même temps, en 1952, un jeune économiste du nom de Sorokine. Or, l'article du 25 septembre à la mémoire et à la gloire de Voznessenski est précisément écrit par ce même Sorokine! Souslov est toujours là, à la même place éminente, et il approuve.

Mais pourquoi faut-il que je disserte sur cela ici? Que peut-il bien y avoir de commun entre ça et le mouvement ouvrier révolutionnaire?

R. GUILLORE.

## CINQUANTENAIRE DE "LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE"

A la fin de cette année 1974, la « R.P. » aura cinquante ans. Un demi-siècle. Et quel demi-siècle! Tout chargé d'histoire, meublé d'histoire ouvrière, syndicale et syndicaliste.

La collection de « la R.P. » est pour les militants d'aujourd'hui et pour ceux de demain un irremplaçable livre d'histoire. Beaucoup d'étudiants préparant un diplôme ou une thèse ne s'y trompent pas: orientés par leurs professeurs, ils viennent consulter notre collection ou s'adressent à nos anciens.

Une anthologie serait utile marquant, depuis 1925, les principaux événements, les étapes, les prises de position à chaque heure importante de ce demi-siècle. Une équipe de militants la réalisera peut-être.

Comment ne pas saluer, en ce cinquantenaire, les pionniers de cette œuvre, les Monatte, les Rosmer, les Louzon, les Chambelland, tous les autres?

Nous retrouverons les survivants de cette première équipe autour de la table où se tiendra, au début de 1975, LE REPAS FRATERNEL.

Trois générations de militants s'y rencontreront. Que chaque ami de « la R.P. » pense dès maintenant à cet anniversaire, à cette célébration en commun de cinquante ans d'effort et de fidélité.

ENVOYEZ TOUT DE SUITE VOTRE INSCRIPTION POUR CE REPAS ET CETTE RENCONTRE. La contribution demandée à chacun sera de l'ordre de 30 F (peut-être un peu plus) Depuis cinq ans, les prix ont grimpé!

FAITES-NOUS AUSSI DES PROPOSITIONS SUR LE CHOIX DU RESTAURANT OU CES AGAPES FRATERNELLES PEUVENT AVOIR LIEU.

# INFORMATIONS SYNDICALES

## F.O. FACE A L'INFLATION

Réunie le 6 septembre à Paris, la Commission exécutive confédérale de F.O. a jugé très insuffisant le dispositif anti-inflation mis en place par le gouvernement. La C.E. a rappelé les mesures qu'elle préconise depuis des années :

- blocage des prix des principaux produits et services de première nécessité.
- réduction autoritaire de certaines marges bénéficiaires.
- réforme des circuits de distribution.
- réduction ou suppression des taux de TVA sur les produits de consommation courante.
- renforcement du contrôle et de la surveillance des prix.

La C.E. a mis en garde le gouvernement « contre la poursuite d'une politique du laisser-faire, en ce domaine, génératrice de graves répercussions sociales ».

## LA CFDT FAIT LE POINT DE LA SITUATION ECONOMIQUE

Dans « Syndicalisme » du 12 septembre 1974, la CFDT présente un certain nombre de données concernant la conjoncture économique et sociale.

Demandes d'emplois non satisfaites en juillet 1974 : 453.900, soit une progression de 5,8 % par rapport à Juin 74 et de 13,1 % par rapport à Juillet 73. C'est la première fois que le nombre officiel des chômeurs dépasse 450.000. En fait le nombre réel des « demandeurs d'emploi » dépasse très largement le demi-million (jeunes et femmes non recensés par les services officiels auxquels s'ajoutent 60.400 bénéficiaires du fonds national de l'emploi ou de la garantie des ressources aux licenciés ayant plus de 60 ans).

Indice des prix : augmentation de 1,3 % en Juillet 1974 : 453.900, soit une progression de 5,8 % par rapport à Juin 74 et de 13,1 % par rapport à Juillet 73. C'est la première fois que le nombre officiel des chômeurs dépasse 450.000. En fait le nombre réel des « demandeurs d'emploi » dépasse très largement le demi-million (jeunes et femmes non recensés par les services officiels auxquels s'ajoutent 60.400 bénéficiaires du fonds national de l'emploi ou de la garantie des ressources aux licenciés ayant plus de 60 ans).

## CGT ET CFDT RELANCENT L'ACTION

Le 7 octobre, la CGT et la CFDT ont décidé l'organisation d'une « grande campagne d'action » avec journée de protestation le 14 octobre, veille du débat parlementaire sur la sécurité sociale, arrêts de travail et délégations au CNPF le 25 octobre pour obtenir un accord sur l'emploi, manifestations et grèves du 21 au 31 octobre pour la défense du pouvoir d'achat.

Après cette campagne les deux centrales envisagent de développer l'action sur le plan national, si cela s'avère nécessaire.

## ELECTIONS PROFESSIONNELLES : PROGRES DE F.O.

La Confédération Force Ouvrière, dans son bulletin hebdomadaire du 11 septembre 1974, annonce une large progression aux élections professionnelles. La statistique établie par F.O. de 1968 à 1974 porte sur une moyenne de 1.800.000 salariés et indique une progression de 7,4 % pour F.O. de 1,3 % pour la CFDT, de 1,6 % pour la CFT, de 0,6 % pour les listes communes, de 0,2 % pour la CGC, tandis que les Autonomes perdaient 3,1 %, la CFTC 1,6 % et la CGT 6,4 %. Les chiffres présentés par F.O. annonçaient pour 1973-74 les résultats suivants : CGT 41,9 %, F.O. 25,8 %, CFDT 17,9 %, CFTC 3,8 %, CGC 3,2 %, indépendants (CFT et autres) 2,6 %, Autonomes 2,6 % et listes communes 2,1 %.

## LA CFDT SOUTIEN LES SOLDATS CONTESTATAIRES

Dans un communiqué du 16 septembre, la CFDT proteste contre la répression qui frappe les appelés contestataires (appel des cent, manifestation de Draguignan). Elle rappelle sa volonté de voir aboutir les revendications suivantes :

- durée du service militaire ramenée à 6 mois ;
- libre choix de la date de départ au service militaire entre 18 et 25 ans ;
- affectation proche du domicile ;
- relèvement important du prêt et indexation sur le S.M.I.C. ;
- libertés démocratiques d'opinion, d'information, d'expression, de réunions et d'associations garanties et suppression des sanctions frappant les soldats dans ce domaine ;
- véritable droit aux permissions ;
- suppression de toutes les brimades ;
- dissolution de la juridiction militaire ;
- véritable droit à l'objection de conscience.

## SECURITE SOCIALE : LA CFDT CONTRE LE PROJET DE LOI

Au cours d'une entrevue avec le ministre du travail, la CFDT s'est élevée contre le projet de loi instituant une compensation inter-régimes. Cette compensation se traduirait par une ponction de 4 milliards (nouveaux) sur le régime des salariés, la contrepartie provenant d'une recette affectée sur la consommation d'alcool restant très aléatoire dans son montant, car discutée chaque année par le Parlement.

La CFDT a rappelé son attachement à son objectif de régime unique de sécurité sociale couvrant l'ensemble de la population, fondé sur une véritable solidarité nationale et ne reposant pas sur les seuls salariés.

## POUR LA RECONSTRUCTION DE LA C.G.T. PORTUGAISE

Le quotidien de l'organisation du prolétariat portugais, « A Batalha », interdit depuis 48 ans, reparait aujourd'hui sous forme de bimensuel.

Les travailleurs portugais sont en train de reconstruire leur organisation syndicale, la C.G.T. (Confederação Geral do Trabalho), qui comptait avant le coup d'Etat de Salazar 300 000 membres. C'était l'organisation sœur de la C.N.T. d'Espagne au sein de l'Association internationale des travailleurs (A.I.T.).

Pour une organisation qui se reconstruit et qui entend avoir un impact national, il est impératif d'avoir un journal. Nos camarades ont besoin d'un important soutien financier pour que « A Batalha » devienne dans un premier temps hebdomadaire en attendant de devenir quotidienne.

L'Alliance syndicaliste appelle les militants syndicalistes-révolutionnaires et les libertaires à soutenir les travailleurs portugais, à soutenir financièrement « A Batalha ».

Pour cela, l'Alliance syndicaliste a pris l'initiative de créer un comité de soutien pour la reconstruction de la C.G.T. portugaise.

Ce comité édite des carnets de bons de soutien de 10 F.

- Demandez vos bons de soutien (10 F) ;
- Commandez les carnets de 10 bons (100 F) en versant les fonds à Claudine TOUBLET C.C.P. 7297 72 PARIS avec la mention « Portugal » ;
- Prenez contact pour renforcer le comité de soutien pour la reconstruction de la C.G.T. à Alliance syndicaliste c/o Editions syndicalistes, 21, rue Jean-Robert, 75018 PARIS.

# A PROPOS DE LA CRISE DE L'ENSEIGNEMENT

*Un ministre de « l'éducation » succède à un autre. Une réforme de l'enseignement chasse l'autre, avant même que la première ait connu un commencement d'application.*

*C'est une crise de l'enseignement comme le dit l'article ci-dessous. Une crise qui n'est qu'une conséquence d'une crise plus vaste : crise d'une société et d'une civilisation.*

*On a déjà beaucoup écrit, en des sens différents, sur cette maladie pernicieuse de l'école contemporaine. Certains « gauchistes » ont tenu sur l'école « bourgeoise » ou « capitaliste » des propos plus vieux qu'eux, sans qu'ils s'en doutent parfois. Ils seraient étonnés peut-être de découvrir ceux qui les avaient tenus avant eux et ceux qui les avaient combattus. Ils ne reconnaîtraient plus leurs maîtres.*

*Quant aux ministres et sous-ministres actuels, ils se débattent au milieu d'un désordre indescriptible. Une certaine sous-ministresse, chargée de l'éducation pré-scolaire, a donné quelques aperçus de ce qu'elle entrevoit comme « réforme » de l'école maternelle, celle qui, tout compte fait, a le moins besoin d'être réformée.*

*Ses premières déclarations prouveraient qu'elle entend faire juste le contraire de ce qu'il faudrait faire ; elle veut « scolariser » ce qui est « pré-scolaire », discipliner le jardin d'enfants et opérer, dès l'âge de quatre ans, une première sélection parmi les bambins ! On lui dira peut-être de rectifier le tir, mais ce n'est pas sûr !*

*Les problèmes de l'enseignement n'ont jamais cessé de préoccuper les militants du cercle de « la R.P. ». Dans de nombreux articles, ces préoccupations sont apparues.*

*Le moment est venu, croyons-nous, de reprendre la discussion. Notre cercle compte assez de « gars du bâtiment », nous voulons dire de travailleurs de l'enseignement à tous les niveaux, pour que cette discussion soit documentée et profitable. En avant pour « notre » réforme de l'enseignement.*

*Voici aujourd'hui le point de vue d'un praticien, notre ami Jean Moreau. C'est une opinion que nous versons au dossier, une première contribution personnelle à une discussion nouvelle, un appel pour qu'elle se développe entre nous, pour qu'il en sorte, après les divergences probables et nécessaires, un point de vue commun et cohérent sur cette importante question.*

Le but de cet article est de fournir quelques éléments d'information et quelques réflexions sur la crise de l'enseignement à partir d'un exemple localisé. C'est dire qu'il serait dangereux de généraliser les faits qu'il décrit. Persuadé que la meilleure propagande pour ceux qui travaillent est la recherche de la vérité — même si elle est inconfortable ou déplaisante — l'auteur de ces lignes parle de ce qu'il a vu ou essayé de voir le plus objectivement possible. Cela ne lui est pas facile dans la mesure où il a été mêlé aux événements qu'il relate. Il accepte naturellement — mieux, il revendique même — le droit de se tromper.

Militant de la tendance « réformiste » (dite I.U.D. Indépendance Unité Démocratie) au Syndicat National des Instituteurs, j'enseigne depuis dix ans les Lettres et la Législation du travail dans un collège technique de la région parisienne. D'abord centre d'apprentissage puis cours complémentaire industriel, ensuite collège d'enseignement industriel, dépendant à l'origine de la Direction des services d'enseignement de l'ex-Seine, mon établissement est devenu depuis 1973 collège d'enseignement technique. Il est nationalisé depuis janvier 1974.

Les élèves qui préparent divers CAP et BEP (comptabilité, secrétariat, couture, mécanique générale, menuiserie) n'y sont pas, sans doute, très différents de leurs camarades des autres C.E.T. Pour employer le jargon à la mode, on peut affirmer sans se tromper que leur niveau socio-culturel est faible. Nos adolescents ne sont pas pour autant inintelligents et il n'est jamais impossible pour qui le veut de former leur esprit critique et de les aider à acquérir « la science de leur malheur ». Certains des anciens collégiens sont devenus des hommes fiers et libres selon la belle et forte expression de Pelloutier, capables non seulement de penser leur vie mais d'œuvrer à la nécessaire transformation sociale.

La pédagogie qui leur convient dans ce monde conditionné par les mass-media et le pouvoir de l'argent, oscille probablement — même si je regrette le second terme — entre le besoin de liberté

et celui de sécurité, ce qui suppose des enseignants qui savent qu'on ne peut rien donner sans se donner, sans se risquer soi-même. Certes, former des adolescents dans cette perspective n'est pas leur faire absorber une liqueur sirupeuse, c'est souvent accepter qu'ils jouent, et c'est jouer soi-même avec des allumettes, mais après tout ce sont les risques d'un métier qui n'est pas encore parvenu (à cause de cette réalité, peut-être !) à me lasser.

Durant l'année scolaire 1973-1974, par suite de sa transformation en C.E.T., l'établissement a connu divers bouleversements : d'abord, il est devenu mixte par suite de l'annexion du CEI féminin voisin, ensuite le personnel a changé : à part trois PEGC (1) (on disait naguère plus joliment : instituteurs de cours complémentaire) et les professeurs d'enseignement technique, sont arrivés pour l'enseignement général de nombreux maîtres auxiliaires, la plupart débutants, n'ayant pas ou peu reçu de formation pédagogique... et ne bénéficiant d'aucune garantie d'emploi.

Dès la rentrée, les difficultés ont commencé, aggravées par l'achèvement de travaux entrepris pendant les grandes vacances.

Nous disposons d'un fonds de livres scolaires provenant du CEI, ce qui est rare dans les CET où les familles doivent, comme dans les lycées, acheter les manuels de leurs enfants. Par suite de l'emménagement dont j'ai parlé précédemment, ces livres étaient empilés dans des caisses. Un certain nombre de maîtres-auxiliaires, syndiqués au SGEN-CFDT et à la CGT — la plupart proches de la Ligue communiste, me semble-t-il ont refusé de les distribuer.

Nous avions l'habitude (discutable), les années précédentes, lors des élections au conseil d'administration du collège, de présenter une liste unique composée de collègues appartenant à la FEN et au Syndicat National des Collèges. Il arrivait que des divergences apparaissent entre les syndicalistes « ouvriers » de la FEN et les corporatistes du

(1) Je suis l'un d'entre eux.

SNC, notamment sur les problèmes catégoriels, la rénovation pédagogique et les relations intersyndicales. Mais les accords entre collègues, en ce qui concerne la vie intérieure de l'établissement et l'action laïque (les grèves dans ce domaine se faisaient à la quasi-unanimité) étaient souvent fréquents.

Par suite des changements de structures, deux collègues restaient adhérents au S.N.C. L'un qui ne cache pas ses options « socialistes » et l'autre « apolitique » (je ne sais pas bien ce que cela signifie) ont toujours été d'excellents maîtres pratiquant le refus de parvenir (2) et acceptant de s'occuper des classes les plus défavorisées, celles qui sont composées d'adolescents qui attendent avec impatience la fin de la scolarité obligatoire. Beaucoup, en effet de ces élèves sont en situation de délinquance ou de pré-délinquance, certains dépendent du juge pour enfants. L'action éducatrice consiste essentiellement dans ces conditions à les socialiser. Les maîtres en question s'efforcent donc de les éveiller et ne se contentent pas de discourir sur la démocratisation.

Les mêmes collègues, qui croyaient qu'ils n'avaient pas à distribuer les livres aux collégiens, ont refusé de constituer une liste unique, même en gommant toute référence au S.N.C. Aussi deux listes ont été constituées, la première C.G.T.-C.F.D.T., la seconde que j'ai conduite, qui a obtenu la majorité, intitulée « pour une action responsable au sein du conseil d'administration et pour la défense de l'école laïque ». Il m'a été précisé, à ce propos, par un camarade de la C.G.T. que la laïcité était une notion périmée.

Lors de la première réunion du conseil d'administration du C.E.T., j'ai présenté un texte protestant contre le fait que dans le montant des frais de demi-pension payés par les familles se trouve comprise une part destinée à rémunérer le personnel d'intendance. Cette motion a obtenu la majorité dans les conditions suivantes : les représentants de l'administration et le conseiller général (ex-socialiste devenu apparenté U.D.R.) se sont abstenus, cégétistes et cégédétistes ayant refusé de voter.

Outre ces désaccords concevables sur la tactique, tout au long de l'année scolaire, la vie de l'établissement s'est caractérisée par un extraordinaire absentéisme de la part de ces derniers. Retards répétés, langage rabâché, attitude méprisante envers les élèves (« ce sont des cons, il n'y a rien à en tirer ») ont pu être observés. Quant à l'inspecteur et au directeur, ils sont devenus les représentants de l'exploitation capitaliste. Le premier doit être particulièrement féroce puisqu'il a provoqué lors de sa venue l'évanouissement d'une « ennemie de classe », militante à la CFDT, je crois. Quant au second, lorsqu'il a établi les rapports administratifs (indulgents), il m'a été demandé de m'associer à la lutte contre la « répression » parce qu'il n'avait pas accordé la note maximum dans les rubriques « ponctualité » et « assiduité ». Mon refus poli mais ferme me transforma en syndicaliste jaune « complice des assassins de Rosa Luxembourg » (sic). En vertu sans doute d'une attitude qui confond manichéisme et lutte de classes « je préparais un nouveau Chili » (sic).

A la suite de divers incidents qui risquaient de conduire nos élèves à s'opposer à la police, était publiée, à l'intérieur de l'établissement, sur mon initiative, la circulaire syndicale suivante :

*« Les enseignants de la FEN du CET de X tiennent à faire savoir publiquement qu'ils s'opposent :*

(2) En C.E.S. leur serait allouée une intéressante indemnité d'orientation dont ils se privent volontairement.

1. - aux aspects négatifs de la réforme Fontanet ;

2. - à la réduction éventuelle des postes de M.A. (maîtres auxiliaires) ainsi qu'ils l'ont fait savoir lors de la journée des délégations départementales du 16 mars.

« En ce qui concerne la vie du CET, les enseignants de la FEN tiennent à rappeler les principes permanents suivants :

1) le rôle des éducateurs qui se respectent est non de conformer l'esprit de l'élève mais de former son esprit critique pour qu'il puisse se choisir librement.

2) dans la société démocratique que nous souhaitons, ponctualité et assiduité demeureront des valeurs essentielles qui ne seront jamais périmées.

3) le « chef d'établissement » est d'abord un collègue responsable d'un secteur du service public avec lequel il est normal d'avoir des appréciations qui peuvent être différentes voire opposées ; mais il n'est en aucune manière possible (à moins de confondre l'action syndicale avec le jeu des cow-boys et des Indiens) de l'assimiler à un patron d'industrie ».

« Les enseignants de la FEN constatent que des éléments irresponsables, se réclamant de leur appartenance à des centrales ouvrières (qui ont pourtant fait leurs preuves) contribuent par leur attitude à déconsidérer le mouvement syndical et à démanteler le service public d'éducation nationale. Ce faisant, ils rendent service au pouvoir et à la réaction.

« En conséquence, les adhérents de la FEN du CET, fidèles à l'idéal d'émancipation des travailleurs qui est le leur, soucieux de préserver l'outil de travail qu'ils ont forgé de leurs mains, ne peuvent que désavouer de tels agissements.

Après ce rappel résumé mais que j'ai souhaité objectif des faits, je conclurai cet article par un certain nombre d'observations et de remarques :

1) Il me semble intéressant de citer cette pensée de Jean Rostand en ce qui concerne la formation de l'esprit des jeunes : « il s'agit de les former sans les déformer, de les enrichir sans les endoctriner, de les armer sans les enrôler et sans exiger ce salaire qu'est la ressemblance ».

Est-il tâche plus difficile mais ajouterons-nous en est-il de plus exaltante pour un éducateur attaché à l'émancipation du prolétariat ? Enfin sur le plan pratique, ne s'agit-il pas de donner un métier à nos élèves pour qu'ils puissent gagner leur beef-steack ?

2) De même me paraît opportune la relecture du manifeste des instituteurs syndicalistes publié à Chambéry... en 1912 !

« Le syndicalisme affirme la valeur supérieure du travail. Il en est la glorification. Si donc tu es un mauvais maître n'acceptant sa tâche qu'à contre-cœur, ne viens pas dans nos rangs, nous ne te voulons pas. »

« Mais, être syndicaliste, ce n'est pas seulement sentir la nécessité d'être un bon travailleur avide de se perfectionner, c'est aussi avoir au cœur l'amour ardent de la classe ouvrière sans qui la société ne serait rien et que la société trop souvent méprise. Être syndicaliste, c'est en un mot, aimer la classe ouvrière d'un amour que même ses erreurs, même ses fautes ne sauraient atténuer. Voilà ce que c'est que d'être syndicaliste. »

« Tu sais maintenant ce que nous attendons de toi. Réfléchis... Si tu te sens attiré par la beauté, par la noblesse de notre idéal, tu peux venir à nous. Tu recevras des coups, tu en donneras peut-être, mais tu vivras en homme libre »

3) Sur le plan doctrinal, marxistes et proudhoniens peuvent discuter à l'infini sur les motivations

des comportements individuels. Les premiers peuvent invoquer la fameuse aliénation qui expliquerait tout, mais le mieux n'est-il pas l'ennemi du bien ? Les seconds mettraient davantage l'accent sur la nature humaine... Sans nier l'intérêt de « l'hypothèse » marxiste, à mon avis souvent féconde, avouerai-je en l'espèce que je suis tenté par la dernière explication quand je constate que les collègues les plus « répressifs » en heures de colle vis-à-vis des élèves, étaient les révolutionnaires... du verbe. Il est vrai que l'un d'eux m'a expliqué à ce propos, qu'il lui fallait dans la société capitaliste assumer... ses contradictions dialectiques, bien sûr !

4) Ne faut-il pas se défier d'un rousseauisme à la mode, dévitalisant pour la jeunesse qui me paraît fallacieux quand il affirme que l'homme naît toujours bon, si la société est souvent mauvaise. Il n'y aura pas de socialisme sans esprit de responsabilité et les semeurs de vent récoltent plus sûrement la tempête que la Révolution.

Ne faut-il pas plutôt penser avec le professeur de biologie Laborit : « qu'il est essentiel de comprendre que nous pouvons faire disparaître la propriété privée des moyens de production, que nous pouvons espérer transformer l'environnement, mais que si nous ne savons pas que nous avons dans notre cerveau des systèmes qui fonctionnent en pleine inconscience et que nous traînons depuis la tortue en passant par le grand carnassier pour terminer au grand singe, nous retrouverons toujours des être dominateurs », qui à leur niveau, par malhonnêteté, immaturité ou facilité profitent des autres ?

5) Enfin, pour achever le petit jeu des citations, je terminerai par cette réflexion de Gérard Vincent, auteur d'une étude monumentale sur les lycéens en la soumettant aux camarades de la R.P. et en me gardant bien de prendre position sur le fond (je crois que je serai partagé) : « On hésite à écrire que le problème fondamental de notre temps — et la condition de la survie de l'humanité — est moral et non économique. Depuis Renan (la réforme intellectuelle et morale), depuis Léon Blum (A l'échelle humaine), la « morale » (quelle morale ? elle est toujours de classe !) a mauvaise presse et le fait de l'évoquer vous situe « à droite ». Pourtant Trotsky en a parlé (Leur morale et la nôtre), pourtant l'ascèse constitue peut-être le trait le plus central de la pensée de Mao Tsé Toung. Selon nous, aujourd'hui, seule l'ascèse est révolutionnaire » Qu'en pensent les copains ?

Jean MOREAU.

## RESPECTEZ LES EDUCATEURS

Les notes de mérite, les promotions au choix, les récompenses honorifiques... doivent être bannies de l'enseignement.

Nous sommes des **éducateurs**, chargés d'élever les jeunes générations et nos chefs nous rabaisent en nous appliquant ces procédés humiliants.

**Conscience professionnelle** et **distinctions** sont deux choses qui ne s'accordent pas. Si on veut accroître la première, il faut supprimer les secondes.

(Extrait du Bulletin du Syndicat de l'Enseignement du Finistère... en 1918 !)

## EDUCATION : ECONOMIE

Contrairement à l'optimisme ministériel, la rentrée scolaire 1974 se révèle particulièrement difficile. Pour la première fois des nouveaux titulaires ne pourront enseigner dans leurs disciplines. La situation des auxiliaires s'avère être catastrophique : des milliers d'entre eux sont cette année au chômage après avoir enseigné, pour certains, durant plusieurs années. En outre 40 % des auxiliaires nommés le sont sur des services partiels qui, lorsqu'ils sont inférieurs à 12 heures ne permettent pas de bénéficier de la Sécurité sociale.

Dans l'enseignement pré-scolaire, la situation n'est pas meilleure : 100 créations de postes pour 80.000 élèves supplémentaires !

Aucune amélioration n'est prévue pour 75, au contraire ! 1.300 postes supprimés au C.A.P.E.S. et à l'agrégation !

Face à cette dégradation des conditions de travail et d'emploi les syndicats organisent une semaine d'action du 10 au 18 octobre, marquée par des grèves de 24 heures.

## Parmi nos

# LETTRES

## SUR PROUDHON ENCORE

De R. ANDRIEU (92) :

*Dans cette controverse sur Proudhon, on pourrait renvoyer Souvarine et Louzon dos à dos, car ils ont tous les deux raison. Louzon écrit justement « Proudhon est un critique né » ; sans doute, mais, sans faire appel à la thèse et à l'antithèse, je suis tenté d'expliquer un peu différemment son comportement.*

*Il existe dans la nature de Proudhon, une dualité permanente. Une tendance généreuse qui le presse à la révolte, s'oppose à son esprit petit bourgeois. Car, au fond, c'est un petit bourgeois.*

*Je relisais, à ce propos, des passages de « La vie ouvrière en France sous le second Empire », l'œuvre maîtresse de l'historien Georges Duveau. On y apprend que lors de l'insurrection de Juin 1848, Proudhon suit celle-ci de loin ; il va écouter la canonnade en promeneur, en dilettante. Son comportement est différent au moment du 2 décembre. On connaît l'attitude passive de la classe ouvrière. Pendant que Baudin se fait tuer sur la barricade, les ouvriers jouent au billard faubourg St Antoine et quelques jours plus tard, Proudhon écrit à son confident et ami Mathey. « L'avez-vous vue, cette tourbe de sans-culottes, envieux, jaloux, ingrats, lâches, abandonner à l'instant décisif, ses représentants et se rallier à la politique impériale ? Il est évident que pour moi, ce peuple, partie la plus barbare, la plus rétrograde de la société, ne se soucie guère des grands sentiments civiques et veut être menée à la baguette ».*

*Son côté petit bourgeois : Proudhon est un homme d'intérieur. Il ne reçoit pas et n'entretient aucune relation personnelle régulière avec des groupements ouvriers, mais il tient, néanmoins, à se composer un personnage plébéien, cependant qu'il vitupère le baron Haussmann d'aérer les artères parisiennes.*

*En dépit de certaines contradictions, d'un esprit porté aux rêveries révolutionnaires, Proudhon reste un idéaliste, farouchement opposé au matérialisme marxiste, en précisant que son idéalisme rejette toutefois toute idée de transcendance.*

Il restera longtemps le porte-drapeau des aspirations ouvrières en France. Jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle, lorsque sous l'impulsion d'hommes comme Jules Guesde, le marxisme perce timidement les milieux ouvriers. Et ce ne sera certainement pas un des moindres étonnements des sociologues de l'avenir de constater l'adhésion de cette classe ouvrière française, jusque là marquée par l'individualisme, le goût de l'indépendance et de la critique, à cette doctrine marxiste, fille de la philosophie allemande du XIX<sup>e</sup> siècle, dont il n'est pas défendu de dire, qu'elle a un aspect parfois hermétique — ce qui n'enlève rien aux mérites de la méthode marxiste pour expliquer les phénomènes sociaux et économiques. Tandis que de nos jours, les adeptes de Proudhon restent confinés dans les milieux syndicalistes, peu nombreux, ainsi que chez les Fédéralistes, une partie importante de la classe ouvrière est devenue marxiste, avec tout ce que cela comporte d'adhésion volontaire, de soumission, d'endoctrinement à ce qu'il faut bien appeler une religion. Et pour terminer, je rappellerai ce qu'écrivait Proudhon à Marx en mai 1846 — c'était avant la brouille — « Parce que nous sommes à la tête d'un Mouvement, ne nous faisons pas les chefs d'une nouvelle intolérance. Ne nous posons pas en apôtre d'une nouvelle religion, cette religion fût-elle celle de la logique, celle de la raison ». Mais hélas ! Proudhon ne fut pas entendu.

De B. GIAUFFRET (Nice) :

La discussion entre Souvarine et Louzon est de bon aloi... et de plus... instructive.

De E. SAUVE (Périgueux) à Charbit :

J'ai lu avec intérêt l'article de Souvarine sur Proudhon qui m'a beaucoup appris. Ce qu'on peut être ignorant ! Même vieux militant j'avais une autre idée du personnage. Très bien également ce qu'il dit au sujet des « affaires des pays du Levant ».

La réponse de Louzon sur Proudhon est également intéressante. Les deux « adversaires » sont de première force. Il n'y a que dans la R.P. que les copains puissent ainsi s'expliquer. Toutes les lettres d'ailleurs sont intéressantes.

Ton compte rendu de la Confession de Bakounine me donne envie de lire le bouquin. Je vais tâcher de décider la bibliothécaire de la bibliothèque municipale de l'acheter. Quant à l'Archipel du Goulag (que je viens de lire) je souhaite que Walu nous donne l'analyse qu'il envisage de faire.

On ne peut pas laisser passer ces œuvres capitales, comme il le dit si bien, sans leur consacrer l'étude qu'elles méritent dans la R.P.

Tout le numéro de la revue est d'ailleurs réussi, à commencer par la pertinente analyse de Guilloché de la situation actuelle.

## Pour un contrôle des prix

De PUECHAGUT (Nîmes) :

Dans le dernier numéro de la R.P. notre ami Faucier a publié un article intéressant touchant la défense des consommateurs. Qu'il soit remercié.

Car à notre époque on ne peut plus se contenter de la seule défense des salariés. L'augmentation de leurs salaires n'est-elle pas rapidement absorbée par des augmentations de prix ? Or les adhérents des centrales ouvrières peuvent apporter à ce problème une solution — que dis-je ? Ils sont les seuls capables de pouvoir apporter une solution.

Car si Leclerc a apporté un système de distribution moins lourd et moins coûteux, son expérience touche encore trop peu de gens. Et puis, tous les

magasins portant la marque Leclerc n'appliquent pas ses méthodes ; refusant même d'informer le consommateur.

## Encouragement à la relève

De Marcel GUENEC, cette lettre à Michel Descarsins :

J'ai appris avec le plaisir que tu devines ton intention de te consacrer, avec Blondeau et d'autres jeunes, à notre vieille mais irremplaçable R.P. J'y suis abonné depuis 1928... j'étais jeune alors, et gagné depuis peu au syndicalisme révolutionnaire. Je lisais les « Réflexions sur la violence » de Georges Sorel, l'« Histoire des Bourses du Travail » de Pelloutier, et je commençais à mieux connaître Charbit, à qui je dois énormément. Nous militions au syndicat unitaire des typos. Ma formation n'était donc pas exclusivement livresque. De plus, à la maison, j'entendais encore mon père parler des vieux militants du syndicat des terrassiers, Hubert, Julian et d'autres.

Libertaire — après un court passage aux Jeunesses communistes en 1921 (je me souviens encore d'Hagnauer) — je lisais Stirner et Proudhon, mais le syndicalisme révolutionnaire a été dès ce moment ma seule voie. J'y crois plus que jamais, et il vous faut, toi et les jeunes copains, travailler les milieux jeunes : 1968 a été le début d'un renouveau et on ne fera plus machine arrière.

Ceux d'il y a cinquante ans ont cependant pris de l'âge — je ne dis pas vieilli, tous nous sommes restés jeunes de cœur, pense à Louzon ! — mais ils ont besoin de votre appui à vous autres. Du sang frais ne fera pas de mal, et il faut à tout prix développer la R.P.

Les politiciens, de la gauche à l'extrême gauche, continuent d'endormir la classe ouvrière avec l'illusion du bon gouvernement, les illusions quarantehuitardes, comme nous disions jadis. Tous souhaitent l'échec des grèves et l'affaiblissement du syndicalisme et présentent au peuple le bulletin de vote comme seule chance de salut. Ces exploiters de la crédulité populaire ont de tout temps préparé la voie au fascisme et, par leur faute, la menace s'aggrave. C'est vous qui réagirez, et il est grand temps. J'ai confiance en toi et tes copains, Michel.

## UN BOURGEOIS QUI OSE VOIR CLAIR !

D'un article du Monde (7 octobre) à propos des élections britanniques :

**M. Milton Friedman, le chef de l'école « monétariste » de l'université de Chicago, est devenu le héros de ceux qui pensent que l'inflation ne sera réduite que PAR DES RESTRICTIONS DRACONIENNES DU CREDIT, quitte à faire grimper les statistiques de chômage au delà du million.**

Il s'agit là, en effet, d'une contradiction inhérente au capitalisme de notre temps : ou bien on n'émet que la quantité de monnaie nécessaire pour acheter à leurs prix du moment les marchandises existantes, et les prix alors restent stables — ou bien on en émet davantage pour avoir de quoi ouvrir des crédits, et alors il faut en donner davantage pour obtenir la même quantité de marchandises en vertu de la loi bien connue de l'offre et de la demande, puisque la quantité de monnaie a augmenté sans qu'ait augmenté la quantité de marchandises.

# 1789 AU PORTUGAL

Voir un jeune type chevelu lire un journal révolutionnaire sous les yeux indifférents d'un gros flic qui bâille d'ennui, quoi de plus banal ? Qui remarque encore ce genre de scène ? Oui, mais cela se passe à Porto, au Portugal... C'est un spectacle inimaginable avant le 25 avril 1974.

## UN SPECTACLE NEUF

Spectacle neuf aussi : l'éloquence des murs des villes et des villages sur lesquels on peut déchiffrer la vie politique du pays. Même les murs des casernes sont couverts de slogans... et pas seulement du traditionnel « vive le mouvement des forces armées » ; les kiosques et les boutiques des marchands de journaux s'étaient généreusement au profit d'une floraison de journaux socialistes, communistes ou gauchistes, les librairies s'animent et les titres exposés ont changé : ouvrages dénonçant les crimes de l'ex-police politique, la PIDE ou traductions récentes (exemple : les ouvrages de Georges Lefranc sur le syndicalisme, édités en portugais depuis juillet 1974) ; l'étagère des drapeaux rouges ornés de la faucille et du marteau sur les façades des immeubles abritant le siège du P.C.P. local... parfois installé dans les locaux de l'ancien parti fasciste. Voilà ce qui saute aux yeux du voyageur arrivant au Portugal, une bouffée d'air pur pour celui qui vient de traverser l'Espagne : le Pays Basque espagnol quadrillé de gardes civils, fusil ou mitraillette au poing, Burgos, etc.

## UN PEU D'HISTOIRE

Quel était donc l'ancien régime ? d'où venait-il ? Comment fonctionnait-il ? Un bref retour dans le passé n'est pas inutile pour mieux comprendre la situation présente.

Après une série de révolutions et de contre-révolutions qui marquèrent la fin de la monarchie, la république portugaise naquit en 1910. Le régime républicain resta impuissant à rétablir l'ordre et à restaurer l'économie. Coups d'Etat, insurrections populaires ou royalistes se succédèrent. En mai 1926, l'armée instaura une dictature militaire. En 1928, elle confia le pouvoir à Oliviera Salazar qui organisa une ère de « restauration nationale » et devint Président du Conseil en 1932. La constitution de 1933 établit l'Ordre Nouveau d'une société fondée sur la famille et la corporation. A la mort de Salazar, un autre universitaire, Marcello Caetano, lui succéda, sans procéder aux changements espérés par le peuple.

Les institutions politiques étaient, jusqu'au 25 avril, de type fasciste. Une grande importance était attribuée aux groupements qui constituent le cadre de vie : famille, la municipalité, l'entreprise. Un collège électoral au second degré élisait pour sept ans le Président de la République. Ce dernier nommait le Président du Conseil et les ministres. La représentation nationale était le fait de deux assemblées : l'assemblée nationale, 120 députés élus au suffrage direct (seul le parti officiel avait, bien sûr, une existence légale), la chambre corporative, 185 « procureurs » des corporations économiques, sociales et culturelles. Les gouverneurs de districts (équivalents de nos préfets) étaient nommés par le pouvoir, ainsi d'ailleurs que les présidents des conseils municipaux. Les travailleurs étaient groupés par professions dans les syndicats nationaux et les entreprises analogues l'étaient dans des gremios. Le droit de grève n'existait pas, et les conflits étaient réglés par les Tribunaux de travail. Des conventions collectives établies entre syndicats et gremios établissaient les salaires. Bien entendu, la répression politique était féroce : la police politique était parfaitement organisée traquait militants et déserteurs, les prisons étaient pleines.

## UNE CERTAINE DECEPTION

Il faut avoir tout cela présent à l'esprit pour comprendre le soulagement du peuple portugais.

Mais il n'empêche que bien vite une certaine déception s'empare de l'observateur. Le nouveau régime est certes très récent, les difficultés sont énormes : luttes internes, décolonisation, mais tout de même, on espérait quelques changements ou une amorce de changement dans les rapports de production... Rien ne s'est produit à ce niveau. La bourgeoisie ne craint pas d'être dépossédée : au contraire, elle continue d'insulter de son luxe la misère environnante. Une fois pourtant, nous avons vu une atteinte directe à la propriété : l'occupation par les pêcheurs du petit village de Sagrès dans l'Algarve d'un hôtel de luxe, et sa transformation en siège du syndicat local des pêcheurs, sans que l'armée ou la police vienne les en déloger. Comme tout est une question de rapport de forces, l'exemple est intéressant.

## PLACE A LA MOYENNE BOURGEOISIE

Alors, que s'est-il passé au Portugal, et que s'y passe-t-il ? La grande bourgeoisie d'affaires tenait solidement en mains les leviers de commande du pays et avait instauré le fascisme pour mieux protéger ses intérêts. Elle tenait sa puissance de l'exploitation agricole et industrielle des colonies. La guerre coloniale était menée pour la défense de ces intérêts. L'enrichissement de cette classe privilégiée n'apportait rien au pays et, au contraire, l'effort de guerre appauvissait le Portugal : 50 % du budget de ce pays pauvre étaient dévorés par la guerre.

Plus que la seule prise de conscience par l'armée de l'impossibilité de gagner la guerre coloniale, c'est la volonté des jeunes officiers (issus de la petite et moyenne bourgeoisie) de servir directement les intérêts de la classe dont ils sont issus et non plus de la grande bourgeoisie coloniale qui est à l'origine du coup d'Etat du 25 avril. Cet objectif impliquait avant tout la fin de la guerre coloniale et le renversement du régime Caetano. Pour réussir cette entreprise, les jeunes officiers devaient obtenir l'appui populaire, c'est ce qui explique leur choix du rétablissement de la démocratie sans lequel le soutien actif du P.C. et du P.S. n'aurait pu être acquis au M.F.A. (Mouvement des Forces Armées). Ayant fait ce choix, le M.F.A. se trouve placé dans la situation des bourgeois de 1789 en France : chasser l'« aristocratie » et prendre sa place en utilisant la force populaire et en évitant soigneusement de se laisser déborder par elle, en évitant 1793. Il est certain que l'armée, émanation de la moyenne bourgeoisie — bourgeoisie libérale sans aucun doute mais qui a des intérêts de classe à défendre —, n'acceptera pas de se laisser déborder sur sa gauche, n'entreprendra pas de « révolution » sociale. De nombreux signes l'ont montré : le mort du 14 août dernier lorsque la police militaire a tiré sur des manifestants du mouvement de libération de l'Angola, la stricte limitation du droit de grève (1), etc. Le peuple soutient le M.F.A., et son rôle fut déterminant lors de la tentative de coup de force menée par la droite le 28 septembre, mais la place

(1) Après plus de 40 années d'interdiction, le droit de grève a été officiellement reconnu au Portugal, mais, par un décret-loi du 27 août, strictement réglementé. Un délai minimum de 37 jours est obligatoire entre le début d'un conflit et le déclenchement d'une grève. Les grèves qui ne respectent pas ce délai, les grèves de solidarité ou les grèves politiques, sont déclarées illicites : contre elles, le lock-out patronal est admis. Les grèves-bouchons sont interdites, ainsi que les occupations d'usines. Une loi spéciale est prévue pour réglementer le droit de grève des fonctionnaires.

accordée au P.C. par les commentateurs est disproportionnée avec son importance réelle et relève de la pure propagande réactionnaire : il s'agit de faire peur aussi bien à l'intérieur du Portugal qu'à l'extérieur du pays, il s'agit également peut-être de préparer l'opinion à un nouveau Chili... Le départ de Spínola marque une victoire des capitaines, qui évite provisoirement un retour en force de la droite conservatrice, il ne semble pas s'accompagner d'un grand pas vers la gauche.

#### UNE DEMOCRATIE A L'OCCIDENTALE ?

A moins d'une situation exceptionnelle : coup de force d'une droite très dangereuse qui se réorganise et devient chaque jour plus menaçante, ou durcissement du régime militaire pour s'opposer à une éventuelle pression croissante des gauchistes, socialistes ou communistes (peu probable : les gauchistes sont trop isolés, les socialistes et communistes sont très prudents et peu disposés à risquer de perdre ce

qu'ils ont si longuement attendu), il est possible qu'à moyen terme, les militaires se dessaisissent du pouvoir au profit d'une démocratie bourgeoise à l'occidentale.

Le soulèvement du 25 avril a permis de débloquer une situation archaïque, figée artificiellement, paralysée par un régime de terreur, d'apporter la paix et de rétablir la démocratie. C'est déjà là un beau programme ! S'il ne faut guère envisager de voir les militaires « faire » la révolution en entreprenant de changer radicalement les structures de production et d'exploitation, la renaissance de la vie politique, la possibilité pour les travailleurs d'organiser leurs syndicats indépendamment du pouvoir, peuvent accorder de grands espoirs. En tout cas, les instruments sont maintenant dans les mains des travailleurs portugais, pour faire progresser la démocratie, pour améliorer leurs conditions de vie et de travail, et pour consolider la paix.

Yves BLONDEAU.

## A QUAND LE MAUSOLÉE ?

A une époque qui paraît déjà fabuleusement lointaine, Krouchtchev proposa d'élever à Moscou un mausolée en l'honneur des victimes du stalinisme (n'oublions pas que c'est Staline qui provoqua volontairement la mort du plus grand nombre de communistes). Cela me revient en mémoire lorsque je lis dans la presse que l'économiste Voznessensky, fusillé en 1950, vient d'être réhabilité, dans la « Pravda » du 25 septembre dernier, en ces termes : « organisateur brillant de la planification soviétique, homme exemplaire au service du parti, du peuple et du communisme. » Pourquoi donc le « Père des peuples » avait-il ordonné la mort de cet homme exemplaire ? Si l'on en croit ce qu'écrivit son ancien secrétaire Kolotov, dans un communiqué rédigé au début des années 60, mais jamais publié en URSS, la grande faute de son patron avait été, au lendemain de la guerre, d'avoir refusé de signer une longue liste de condamnés à mort que Béria venait de lui faire parvenir, cela en accord avec celui dont l'illustre Fajon, à cette époque, écrivait dans « L'Humanité » qu'il fallait se réclamer en tout temps et en tout lieu en se proclamant « Staliniste ». En donnant ces charmants détails, je m'appuie sur les révélations parues dans le « Monde » du 28 septembre 1974, page 3, numéro 9239 : bien sûr, il peut être gênant pour M. Etienne Fajon le grand responsable de « L'Humanité » de se voir rappeler son enthousiasme délirant pour le sanglant Staline, grand égorgueur de communistes au moins autant, peut-être plus encore qu'Hitler.

C'est avec une certaine mélancolie, nous qui avons défendu la Révolution Russe quand, nue et désarmée elle combattait pour sa survie un monde d'ennemis intérieurs et extérieurs, que nous écrivons ces lignes. D'autant plus que nous n'avons pas attendu la parution de « l'Archipel du Goulag » pour tenter de déchirer le voile d'épais mensonges que tous les Tartufes feignent de ne jamais voir. Bien sûr, des hommes et des femmes sont allés à la mort en croyant périr pour le prétendu socialisme dont Staline était le Dieu. Nous n'insultons pas leur mémoire, mais nous dénonçons sans complaisance aucune tous les bonimenteurs plus ou moins patentés qui continuent sur les estrades de La Courneuve ou d'ailleurs de jouer les purs parmi les purs, les infallibles à la boussole indérégable.

Le nom de la Courneuve tombe à pic pour démontrer ce qu'est devenu le P.C. français, en un mot le parti de la Bonne Soupe. Vraiment, cette exalta-

tion de la France de Guy Lux, du Tiercé, des cabotins millionnaires, des 80 % de baptisés religieusement (pour le passé, soit, on ne demande pas l'avis du bébé vagissant, mais l'alliance actuelle des obscurismes romain et moscovite, n'est-ce pas souvent atrocement marrant ?).

La Courneuve ? Quelle foire, ces succursales des grandes banques bordant le défilé des prolos et semi-prolos coiffés de ridicules bonnets de papier qui leur donnent l'air de cocus, cette information dirigée, orientée, triturée par l'actuel clergé communiste, qui peut donner la main à tous les autres clergés pour la ronde des mensonges tarifés.

Il est vrai que nous pouvons trouver là une sorte de fiche de consolation. Le ricanant Marchais (j'emploie le mot « ricanant » parce qu'à la télévision, lorsqu'on lui parle de la Russie « soviétique », il se met toujours à ricaner, en disant : « Pourquoi prenez-vous toujours le train pour Moscou ? ») va parfois passer ses vacances avec Brejnev. Il serait de bonne guerre de lui demander de rappeler à ce dernier la promesse faite au 20<sup>e</sup> congrès du P.C.R. par Krouchtchev d'élever au cœur de Moscou un mausolée expiatoire à la mémoire de tous les bons communistes que Staline fit mourir — chiche — Quoi qu'il en soit, Marchais me semble sur une pente dangereuse. L'autre jour à Albertville, dans un discours électoral, il a cité Anatole France (vous vous souvenez ?) « on croit mourir pour la patrie, on meurt pour des industriels », et cela à propos des sacrifices demandés à Matignon et ailleurs au bon peuple de France à propos de la crise pétrolière. Pourvu que le Colonel Rol-Tanguy ne lui flanque pas huit jours d'arrêt, dont deux (au moins) de cellule. Marchais et son train de Moscou semblent là un peu dérailler. Me livrant à mon tour à l'art de la paraphrase, j'écris : « On croit mourir pour le communisme, et l'on meurt pour un despote oriental à moustache de bachi-bouzouk, et par lui ».

S'il m'arrive un jour de rencontrer ce Marchais commun (car il l'est, avec ses ricanements semblables à ceux que peut provoquer celui de Bruxelles, qui fut d'ailleurs couvert de sarcasmes par les communistes avant qu'ils soient touchés par la grâce (?) du programme commun de la gauche), j'évoquerai sans relâche, comme d'ailleurs en toute circonstance, la promesse du 20<sup>e</sup> congrès du P.C.R., le mausolée expiatoire.

Albert LEMIRE.

## —A—b—â—t—o—n—s—r—o—m—p—u—s—

### BAISSE OU HAUSSE ?

Le Gouvernement encourage les commerçants à baisser le prix de vente de certains produits de 5 %. On ne s'en aperçoit guère en faisant le marché en tout cas. Et au même moment, les tarifs postaux augmentent, et de beaucoup plus : la lettre, tarif « normal », passe de 0,50 F à 0,80 F, soit 80 % d'augmentation ; la lettre tarif réduit, de 0,30 à 0,60 F, soit 100 % d'augmentation.

De qui se moque-t-on ?

**NECESSITE DE LA VIOLENCE REVOLUTIONNAIRE.** — Le directeur de la CIA, William Colby, et le Président Ford lui-même, ont reconnu que les Etats-Unis avaient dépensé 8 millions de dollars, de 1970 à 1973, pour aider les adversaires du régime populaire au Chili. Colby précise toutefois que la CIA n'est pas intervenue directement, mais s'est contentée de financer des mouvements hostiles à Allende dont il affirme d'ailleurs que le régime n'était pas démocratique (celui de la junte militaire l'est sans doute beaucoup plus à ses yeux). Quelle conclusion tirer de ces faits ? Le régime populaire chilien, empêtré dans d'effroyables difficultés, attaqué par l'ennemi intérieur, a pu commettre des erreurs. Mais il n'est pas niable non plus que l'impérialisme américain — qui n'est pas le seul impérialisme, mais qui est bien le plus résolu, le plus décidé à agir contre tout mouvement d'émancipation sociale dans le monde — s'est mêlé de la question et qu'il a trouvé dans l'armée chilienne les alliés qu'il souhaitait.

Ayant affaire à des ennemis de classe dotés des moyens les plus puissants, et prêts à tout, le socialisme ne peut pas s'implanter par la douceur. Tous les événements mondiaux le confirment, et la plus grave erreur d'Allende a été de le croire.

Le leader de la gauche grecque Andreas Papan-dréou, rentré depuis peu dans son pays, a fort bien compris la question quand il a dit (« Nouvel Observateur » n° 490) : « La victoire électorale de la gauche, ce n'est pas la prise du pouvoir. Vous vous retrouverez dans les palais ministériels, et alors ? Le gouvernement reste à conquérir contre des gens qui se défendent et qui disposent de la violence ».

C'est ce qu'ont compris aussi les militaires portugais de gauche qui se sont opposés à la manifestation que la droite voulait organiser. Spínola, qui a joué son rôle, a dû se retirer parce que la gauche a su montrer sa force, et faire comprendre qu'elle était prête à tout. Mais tout n'est pas joué au Portugal, et il y aura vraisemblablement encore bien des combats à mener.

Où que ce soit, on ne peut faire triompher la révolution sans employer la violence, sans la mettre au service des exploités. Certes, il y a toujours le danger de tomber dans l'engrenage de la violence, de l'employer au service d'une mauvaise cause, contre des camarades d'autres tendances révolutionnaires, comme cela s'est fait en URSS sous Staline. Cela n'empêche pas qu'y renoncer, c'est préparer d'avance la défaite du socialisme.

**LE CHAOS CYPRIOTE (suite).** — Quand j'ai rédigé ma première note sur Chypre, on n'avait pas encore découvert les deux charniers contenant les restes des Cypriotes turcs massacrés par leurs compatrio-

tes grecs. Lamentable. Aussi lamentable que les assassinats, les viols, les méfaits de toutes sortes accomplis par l'armée turque contre les Cypriotes grecs. Tout ceci compromet la seule solution acceptable du problème de Chypre : l'indépendance de l'île dans la réconciliation des deux communautés, sans ingérence extérieure.

**UN PRELAT TERRORISTE.** — Le patriarche catholique Capucci arrêté et jugé en Israël pour avoir transporté des armes destinées aux Palestiniens. Ce fait ne répond-il pas clairement à ceux qui croient pouvoir expliquer l'opposition des Arabes au sionisme par le fanatisme musulman ?

**L'ARCHIPEL DU GOULAG.** — Après la « Lettre aux dirigeants de l'Union Soviétique », j'ai lu ce livre. Cette lecture n'a fait que confirmer ma première impression. D'abord, quelle horreur que tout ceci ait pu se produire. On croit rêver. C'est si invraisemblable, si illogique, que l'on a souvent l'impression de lire une description du royaume du père Ubu.

Mais Soljenitsyne ne fait pas assez la différence entre la violence des premières années, et celle de l'époque stalinienne. Cette répression féroce était-elle en germe dès le début ? Je ne le pense pas. Que des erreurs aient été faites, soit : les Bolcheviks des années héroïques ont pu en commettre, et être débordés par les agissements d'un personnel pénitentiaire peu recommandable. Mais alors, c'était la contre-révolution que l'on réprimait. Or, Soljenitsyne défend les Koulaks, les popes, les intellectuels, mais il ne s'intéresse pas beaucoup aux simples prolétaires.

D'autre part, il ne dit rien sur la répression après Staline. Il serait intéressant de savoir où en est la question actuellement. Certainement pas au même point qu'avant, comme le prouve l'affaire toute récente des peintres non-conformistes qui, condamnés à 15 jours de prison pour leur exposition-sauvage, ont été relâchés presque immédiatement. Si Staline vivait, ils seraient encore en tôle, et pas près d'en sortir.

Et il est extraordinaire, à mon avis, qu'un homme né après la révolution, qui n'a jamais connu autre chose que le régime soviétique, défende les idées traditionnelles de la Russie d'autrefois : Nationalisme, religion, toutes les idéologies contre lesquelles nous luttons. Si c'est à cela que mènent les échecs dus aux méfaits de l'époque stalinienne, c'est vraiment attristant.

**IMPRESSIONS D'ALGERIE.** — J'avais fait deux voyages en Algérie « française », en 1936 et 1947. J'avais, de plus, fait une courte escale à Alger, en pleine période de combats, revenant d'Egypte en 1956. J'ai vu cette fois-ci la République algérienne, démocratique et populaire. Elle se veut socialiste. J'avoue qu'en la parcourant en dehors de tout circuit guidé, je n'ai pas très bien vu en quoi elle était socialiste. Peu de ressemblance même avec le régime des pays de l'Est. La densité des autos, par exemple, est aussi forte que dans les pays capitalistes. Le petit commerce est aussi important qu'autrefois : la différence est que les boutiques manquent de bien des produits d'usage courant. On voit les mêmes foules misérables qu'auparavant, les mêmes grappes humaines se bousculant dans les bureaux des autocars pour obtenir une place. La pénurie d'eau est grande, et partout, il y a des coupures, de jour ou de nuit.

D'Alger, nous sommes allés, ma femme et moi, dans les oasis et l'Aurès, puis sommes revenus dans la capitale où nous avons passé quelques jours.

Nous avons fait la première étape, Alger - Bou-saâda dans un car de l'agence officielle du tourisme algérien, Sonatour. Cet organisme fait penser à ceux des pays de l'Est, Intourist et autres. Ils se chargent de conduire les étrangers dans des hôtels luxueux, dotés de piscines et de jardins magnifiques, pour des prix relativement peu élevés. Mais après cette première expérience, nous avons voulu continuer notre voyage par nos propres moyens, en nous mêlant au peuple, et nous avons parcouru les routes du désert dans les cars publics. Les hôtels, ceux qui n'appartiennent pas à Sonatour, sont trop souvent délabrés, tenus sans soin suffisant. Une heureuse exception : celui où nous avons passé la nuit à El Oued, et dont les prix étaient pourtant moins élevés que partout ailleurs.

En ce qui concerne les rapports entre Européens et Algériens, j'ai constaté une nette amélioration. Autrefois, on sentait une animosité sourde, une antipathie à l'égard de l'Européen considéré comme forcément colonialiste. L'Algérie étant devenue indépendante, et les pieds-noirs l'ayant quittée, les Européens qui s'y trouvent sont soit des coopérateurs, que l'on estime, soit des visiteurs que l'on est heureux d'accueillir. Partout nous avons été reçus avec une grande cordialité, que ce soit chez les Algériens dont l'adresse nous avait été donnée par des amis, ou chez ceux que nous avons rencontrés au cours de notre voyage même.

Je dois dire que sur notre passage, à deux reprises, ma femme a entendu des réflexions désobligeantes, en arabe, auxquelles elle a répondu du tac au tac, au grand étonnement de notre entourage. Mais d'une façon générale, l'étranger est fort bien reçu.

Dans la Casbah d'Alger, on m'a volé mon appareil photographique placé dans un panier que je tenais à la main. Un jeune homme m'a bousculé, et j'ai constaté presque aussitôt la disparition de cet objet. Je regrettais surtout la perte du rouleau commencé qui se trouvait dans l'appareil quand, quelques minutes plus tard, au sommet de la même rue montante, un autre adolescent m'a rattrapé, mon appareil à la main : « Monsieur, voilà votre appareil. Un garçon vous l'a volé, mais je lui ai pris. » J'ai été surpris et touché de cet acte d'honnêteté consécutif au léger larcin dont j'avais été victime.

Le jeûne du Ramadhan a commencé lorsque nous étions de retour à Alger, deux jours avant notre départ pour la France. Ne pouvant aller boire au café pendant la journée, nous avons voulu nous procurer une boisson dans une boutique. Nous n'avons trouvé que de la limonade (même pas l'eau minérale que l'on sert dans les restaurants), mais impossible d'en acheter un litre : il aurait fallu donner en échange une bouteille vide, et nous n'en avions pas.

Prendre un autobus ou un taxi, dans la capitale algérienne, est un problème : il faut faire la queue, parfois fort longtemps. Difficile aussi de trouver une chambre d'hôtel à Alger. Différence avec l'Algérie d'autrefois : il y a beaucoup moins de mendiants, et très peu de petits cireurs de chaussures (je n'en ai vu qu'à Biskra).

Ce qui n'a pas changé : l'influence de la religion musulmane. Ici, le Ramadhan est observé très strictement. Quelques restaurants servent le repas de midi aux étrangers non musulmans, d'autres ferment leur portes pour le mois entier. La cathédrale catholique, au pied de la Casbah d'Alger, est redevenue mosquée comme elle l'était avant la conquête française. C'est normal. Mais la synagogue, et une autre église catholique au centre du quartier com-

mercial, sont elles aussi, l'une transformée en mosquée, l'autre en voie de transformation.

La situation des femmes n'a guère changé. Dans les villes d'oasis, elles ne sortent pas de chez elles. A Alger, les jeunes filles sont habillées à l'européenne, parfois même en mini-jupe, mais les femmes mariées continuent de se voiler quand elles sortent de leur maison. Nous avons été invités chez un Algérien : sa femme et ses filles venaient converser avec nous, sans aucune gêne. Mais un ami de Laghouat étant venu dîner, les femmes se sont retirées à la cuisine, et nous sommes restés seuls avec les deux hommes, l'hôte et l'invité.

Il est curieux de constater que la Tunisie de Bourguiba, qui ne se prétend pas socialiste, a pris plus nettement position pour l'émancipation des femmes que l'Algérie démocratique et populaire. C'est en Tunisie que la polygamie a été supprimée, et que le Président a parlé contre le voile. Même constatation en Egypte : c'est la bourgeoisie de ce pays qui manifeste des tendances féministes, et non le peuple. Les Arabes de gauche pensent-ils que ces questions se régleront d'elles-mêmes dans une société socialiste ? Je crois plutôt qu'ils ne s'en soucient pas beaucoup.

J'ai posé plusieurs fois la question suivante : qu'est devenu Ben Bella ? On m'a répondu qu'il n'était plus en prison, mais en résidence surveillée, personne ne sait où. On dit qu'il s'est marié, qu'il vient d'avoir un enfant, qu'il a passé une licence et prépare un doctorat. Tout ceci est incontrôlable. On ne semble pas s'en inquiéter outre mesure, sans doute par prudence. On ne porte guère de jugement sur la question, on se contente de dire : « Ben Bella était plus idéologue, Boumediène est plus réalisateur ».

Telles sont les observations que j'ai pu faire en Algérie. Elles sont, certes, trop partielles et rudimentaires. Peut-être un circuit organisé m'aurait-il davantage fait connaître des réalisations. Mais j'aurais eu, je pense, moins de contacts avec le peuple.

Certes, il était juste que l'Algérie devienne indépendante, et personne là-bas n'en doute. Mais l'indépendance n'est pas un but en soi, et les questions qu'elle pose sont loin d'être réglées. Il y a loin surtout, de l'intention socialiste à la réalisation du socialisme. J'espère que les dirigeants algériens s'en rendent compte.

## RENCONTRE AVEC UN SOMALI

A Biskra, j'ai rencontré par hasard un de mes anciens élèves de Djibouti, un Somali. Marié à une Française, il enseigne les mathématiques en Algérie. Il m'a raconté qu'en 1967, il a été expulsé du territoire de l'ex-Côte des Somalis, avec plusieurs de ses camarades, parce qu'ils étaient connus comme partisans de l'indépendance, sous prétexte que leurs grands-pères étaient venus de la Somalie britannique, ce qui n'était même pas prouvé. Ils furent conduits à la frontière de la République de Somalie, sans vivres ni ressources, et abandonnés là. Cependant, un peu plus tard, mon ex-élève, avec un passeport somalien, put aller en France continuer ses études. Ces faits je les ignorais, et pourtant j'étais encore dans le territoire quand ils se sont produits, mais on ne faisait pas de publicité sur de tels sujets. Nous avons passé trois jours avec lui et sa femme. Au sujet de l'avenir de Djibouti, il s'est montré conscient de la nécessité d'un accord entre Somalis et Afars pour aboutir soit à l'indépendance, soit au rattachement à la République de Somalie que, pour sa part, il souhaite.

Jacques GALLIENNE.

# Notes d'Economie et de Politique

## LE DROIT AU TRAVAIL

### Du « bris des machines » à Lip et au « France »

Le « droit au travail », c'est-à-dire le droit pour celui qui ne possède pas de moyens de production d'être embauché par un de ceux qui les ont accaparés, est un droit qui n'a cessé d'être revendiqué par les prolétaires depuis les débuts du capitalisme, et il ne disparaîtra très certainement qu'avec lui.

Avant l'ère capitaliste, c'est-à-dire avant l'époque qui commence avec la révolution industrielle des débuts du XIX<sup>e</sup> siècle, elle-même conséquence de la grande révolution technique qui débuta en Angleterre au XVIII<sup>e</sup> siècle par l'invention des métiers mécaniques, puis se poursuivit par la construction des premières machines à vapeur, la question du chômage ne se posait à peu près pas, car du fait que la production provenait directement du travail à la main, la technique était pratiquement stable et n'exigeait donc qu'une main-d'œuvre elle-même pratiquement stable, qu'encadraient les corporations.

Mais, dès qu'eut éclaté le coup de tonnerre de la machine, de la machine se substituant au travail direct des mains, de la machine qui se perfectionnait sans cesse afin de réduire toujours davantage l'intervention directe du corps humain, l'ouvrier n'eut plus que faire d'une habileté technique qu'il avait mis longtemps à acquérir, mais ne lui servait plus à rien ; et il fut remplacé par des engins mécaniques n'utilisant qu'une très faible quantité de travailleurs par rapport, à ce qui était jusqu'alors nécessaire pour fabriquer la même quantité de produits.

C'est pourquoi, au début du siècle dernier, commença à apparaître sur une grande échelle une nouvelle plaie : le chômage.

Alors, puisque la machine est la cause, la cause directe du chômage, il n'y a, pour faire disparaître le chômage, qu'à s'attaquer à la machine, qu'à détruire les machines.

Et c'est pourquoi, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, il y eut en France, particulièrement dans le Nord, et en Angleterre aussi je crois, de nombreux bris de machines, cependant qu'à Lyon les canuts se soulevaient au cri « Vivre en travaillant ou mourir en combattant ! »

Vingt ans à peine après Lyon, c'était Paris qui se soulevait, et pour la même raison !

Mais, cette fois, ce n'était plus la machine que l'on attaquait, son règne était déjà trop solidement établi, c'était à sa conséquence, le chômage, que l'on s'en prenait directement. Dès le lendemain du jour où les journées de février eurent sonné le glas en France du régime monarchique, les ouvriers parisiens réclamaient le « droit au travail ». Et comme ils étaient encore tout chauds de la bataille dans laquelle ils avaient pris une place prépondérante, et... qu'ils étaient armés, les bourgeois républicains qu'ils venaient de porter au pouvoir ne purent leur opposer un refus catégorique ; on créa donc les

« ateliers nationaux » dans lesquels quiconque pouvait venir se faire embaucher et recevoir, en fin de journée, une paie lui permettant, tout juste, de ne pas mourir de faim (un franc cinquante par jour si mes souvenirs sont exacts), mais c'était mieux que rien !

C'était trop, tout de même, pour nos bourgeois qui ne songèrent dès le premier jour qu'à détruire cette reconnaissance officielle du droit au travail.

On connaît la suite : en juin 48, moins de quatre mois après leur ouverture, le ministre Marie fit fermer les ateliers nationaux. Le prolétariat parisien répondit aussitôt par l'insurrection. Et ce fut bientôt le massacre : 10.000 ouvriers tombèrent sous les balles des « gardes mobiles ». Prélude à la Commune qui, vingt ans plus tard, pour des objectifs différents, mais sous le même drapeau, allait coûter à ce même prolétariat parisien 30.000 tués. Moyen, comme un autre, de réduire le chômage !

Les années qui suivirent les journées de Juin furent relativement calmes du point de vue qui nous occupe, cela en raison de l'important développement économique qui accompagna et suivit, d'abord la construction d'un vaste réseau de chemins de fer, et ensuite la fabrication d'une quantité immense de nouveaux véhicules dus à la découverte d'un nouveau combustible, le pétrole. La lutte contre le chômage devint donc moins intense, ou tout au moins, moins générale. Il y eut cependant encore ici et là des actions dirigées essentiellement contre le chômage, telle cette manifestation parisienne, dans les années 90, au cours de laquelle une boulangerie fut pillée, ce qui valut à Louise Michel et à Emile Pouget de connaître une fois de plus les délices de la prison.

D'ailleurs, les gouvernements avaient commencé à comprendre qu'il fallait tout de même « faire quelque chose », en conséquence des soupes populaires ou des indemnités de chômage furent créées ici et là. Si ce n'était point une reconnaissance du « droit au travail », cela évitait au moins le pillage des boulangeries !

Ces dernières années, enfin ! la lutte pour le droit au travail a revêtu la forme que l'on sait : dès que l'on est menacé d'un licenciement collectif en raison d'un ralentissement de la production ou de la fermeture de l'entreprise, on occupe l'usine et l'on n'en démarre plus ! on fait comme chez Lip ; et cela aussi bien dans les petites boîtes que dans les grandes, et ce n'est plus seulement le droit au travail que l'on réclame, mais celui de travailler au même lieu et dans le même métier.

Tel est donc le bilan d'un siècle et demi de lutte ; il est loin d'être négligeable ; cependant, comme tout bilan il n'enregistre que des résultats partiels et temporaires qui peuvent à tout moment être remis en question ; les structures sociales n'en sont point modifiées et cependant elles seules présentent un caractère de permanence. C'est pourquoi le problème qui se pose aujourd'hui est celui-ci : comment construire une société telle que le droit au travail découle de la structure même de la société, et que, par suite, le problème cesse d'exister ?

Les expériences socialistes (je prends ici le mot « socialiste » dans son sens le plus large) qui se déroulent depuis près de soixante ans sur la moitié de notre planète apporteront peut-être une réponse définitive à cette question, mais, pour le moment, ce n'est pas encore le cas car la réponse qu'elles apportent diffère selon le pays considéré.

En effet, en Russie ainsi que chez ses satellites européens le chômage a totalement disparu ; or, il n'en est pas de même en Yougoslavie où le nombre de chômeurs est, en contraire, considérable et le serait encore bien plus si un très grand nombre de Yougoslaves ne s'expatriaient pour aller travailler à l'étranger, en Allemagne notamment.

C'est là un fait, disons très « désagréable », pour ceux qui, comme moi sont de fervents partisans de l'autogestion, seul moyen d'éviter la création d'une nouvelle classe de privilégiés ; mais... les faits sont les faits, et on ne les supprime pas en se contentant de les cacher, ce qui est non seulement malhonnête mais dangereux.

Donc, grâce au « plan », disent les Russes, grâce au fait qu'en Russie chaque entreprise, depuis la plus petite jusqu'à la plus grande, doit produire une quantité de marchandises déterminée avec un nombre d'ouvriers non moins déterminé, on peut faire que tous les ouvriers soient employés et que les besoins de consommation de la population soient satisfaits dans toute la mesure possible.

Dès lors le chômage non seulement n'existe pas, mais il est inconcevable.

Il n'empêche, bien entendu, qu'en pratique des erreurs dans les calculs peuvent se produire, et que la concordance entre nombre d'ouvriers et quantité de marchandises produites n'existe pas, mais cela est dû à une déficience de la nature humaine, non à un vice du système.

Si, au contraire, la production d'une entreprise est déterminée, comme c'est le cas en Yougoslavie, par les ouvriers de l'entreprise, ceux-ci, disent les adversaires de la co-gestion ne se soucieront, pour effectuer cette détermination, que de leur intérêt propre, et non de l'ensemble des besoins du pays, ce qui entraînera les mêmes conséquences que celles qu'entraîne ce même système de production « anarchique » dans le régime bourgeois, où, pareillement, la production d'une entreprise n'est déterminée que par l'intérêt ou le bon plaisir du patron de l'entreprise.

C'est là, certes, un argument de poids, et qui a d'autant plus de poids que depuis déjà un certain nombre d'années, les grands pays capitalistes européens, comme la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne se sont engagés et s'engagent chaque année davantage dans la voie du « planisme ».

Il est donc probable qu'il faudrait trouver un compromis entre les deux systèmes ; et c'est à un tel compromis, semble-t-il, qu'est parvenue la Chine.

Voici, en effet, comment — théoriquement au moins — les choses se passent en Chine : le Comité central du Parti établit pour chaque entreprise un plan annuel de production ; ce plan est envoyé au Conseil de l'entreprise qui l'examine, lui apporte les modifications qu'il juge nécessaires, mais présente le tout à l'ensemble du personnel qui décide en dernier ressort de ce qui doit être conservé de ce plan, de ce qui doit être supprimé et de ce qui doit être modifié, et l'on renvoie le tout au Comité

Central du Parti, qui, à son tour, accepte, rejette ou modifie les modifications proposées et renvoie le tout à l'entreprise, qui examine le projet ainsi rectifié, puis le renvoie au Comité Central avec ses observations, et ainsi de suite jusqu'à ce que finalement on se trouve d'accord.

Il y a là un système qui est certes, théoriquement parfait mais tout dépend, bien sûr, de la manière dont il est appliqué. Or, cela, je l'ignore complètement. Tout ce que je peux en dire, mais c'est déjà beaucoup, c'est que le développement spectaculaire pris par l'économie chinoise au cours de ces dix dernières années n'aurait pu être si le système avait mal fonctionné.

Pour conclure, revenons en France !

Que donnera cette intervention de plus en plus fréquente des ouvriers dans la vie de leur entreprise ?

Une telle intervention est la négation même du droit de propriété, du droit de propriété du propriétaire sur son bien ; elle ne peut donc être acceptée par aucun gouvernement bourgeois, mais, d'autre part, étant donné ce que sont devenus les rapports de force entre prolétaires et bourgeois, aucun gouvernement français, fût-il fasciste, ne peut plus se permettre le luxe d'un nouveau Juin 1848 ; alors qu'elle que soit l'étiquette de ceux qui le dirigeront, l'Etat en sera réduit à prendre lui-même la direction, sous une forme ou sous une autre, des entreprises en difficulté, ce qui accroîtra la tendance, déjà forte pour d'autres raisons, à nationaliser une proportion de plus en plus grande des entreprises, de sorte qu'on aboutira finalement à un régime de capitalisme d'Etat, forme habituelle des sociétés décadentes et que revêtit notamment l'empire romain au temps de Dioclétien.

## IL EST PERMIS D'ETRE BÊTE MAIS PAS A CE POINT LA !

C'est des gens de l'U.D.R. dont je veux parler. Ces imbéciles ont éprouvé le besoin de se rassembler un jour du mois dernier à Cagnes-sur-Mer pour proclamer, tout juste, devinez quoi : que la baisse des prix ne peut provenir que d'une baisse des salaires !

Mais, espèces de crétins, n'auriez-vous jamais entendu parler de quelque chose qu'on appelle le bénéfice patronal et qui intervient tout autant que les salaires dans la détermination des prix ? En vertu de quelle opération mystérieuse, les prix ne baisseraient-ils pas si les bénéficiaires eux seuls baissaient ? Mais l'idée d'une baisse des bénéfices ne vous vient même pas à l'esprit ! Car, pour vous, le droit au bénéfice est de droit divin, tout comme les « privilèges » pour les nobles d'autrefois. Y toucher serait un sacrilège !

Espèces de cons !

## DANS L'EMPIRE AMERICAIN :

Comme tout le monde sait, le régime d'Allen-de au Chili c'était le chaos économique. Si la C.I.A. a dépensé des millions de dollars pour le renverser, c'était uniquement pour rétablir l'ordre, non seulement l'ordre dans la rue, mais l'ordre dans les finances. Or, voici les résultats de cette mise en ordre : rien que durant le mois de septembre, l'escudo chilien a dû être dévalué trois fois. Et en neuf mois, du 1<sup>er</sup> janvier au 30 septembre, il a été dévalué dix-neuf fois !

Il n'y a pas à dire : pour un succès, c'est un succès !

R. LOUZON.

# L'INDÉPENDANCE NATIONALE ? MYTHE ET SLOGAN

Il paraît que des communistes sincères et de bonne foi ont supporté difficilement la tentative de « concertation » entre jeunes gaullistes et jeunes communistes. C'est peut-être que certains ne peuvent déceler un mal aux syndromes internes. Il faut pour qu'ils s'en avertissent une excroissance visible, si localisée soit-elle. Ils n'interprétaient les appels de Marchais et de Duclos aux électeurs gaullistes, avant et après les élections présidentielles, que comme une espèce de « débauchage », une propagande grossièrement machiavélique. Ne leur reprochons pas une naïveté ou un aveuglement dont certains de nos amis ne sont pas toujours préservés. Depuis longtemps le gaullisme et le communisme orthodoxe se sont retrouvés dans leur « anti-américanisme » viscéral... et dans de multiples tentatives de renversement des alliances. Peut-être n'ont-ils pas réussi, malgré leur persévérance, parce que Moscou n'a guère attribué à la politique française qu'une valeur médiocre, utilisable comme monnaie d'appoint dans la gigantesque compétition aboutissant provisoirement à des compromis fructueux ?

Ce qui nous paraît beaucoup plus grave c'est la résonance dans le mouvement ouvrier, dans l'opinion publique ; dans la petite bourgeoisie française du slogan de « l'indépendance nationale »... leitmotiv sans doute des fanfanes gaullistes et communistes, mais repris avec plus ou moins de conviction par des leaders socialistes et des militants révolutionnaires. Nous aurons à chercher la contradiction essentielle impliquée dans cette formule qui évoque des luttes séculaires... et qui fut efficace dans la période de formation des nations modernes... et dans celle de l'écroulement des empires coloniaux. Mais n'est-ce pas un temps révolu ?

Karl Marx et Engels dans « l'Idéologie allemande », ouvrage écrit en 1845, publié après leur mort, avaient insisté sur l'œuvre de la grande industrie « créant le marché mondial moderne, fondant l'histoire mondiale en rendant chaque nation, chaque individu dépendants, pour la satisfaction de leurs besoins, du monde entier, détruisant le caractère naturellement limité des nations ». Et ils insistaient encore sur le fait tout matériel, « empiriquement constatable un fait dont tout individu qui vit et agit, qui mange et boit et s'habille, fournit la preuve ».

Quel fait ! « l'anéantissement de l'isolement primitif des nationalités particulières, par le mode de production développé, le commerce et la division internationale du travail »...

Une fois de plus, Marx et Engels ont commis une sérieuse erreur d'appréciation dans leurs prévisions. L'Histoire a renvoyé dans le futur (un futur que l'on retrouve à peine dans les accomplissements présents) ce qu'ils plaçaient dans le passé. Mais cette fois on peut dire avec Jaurès « que Marx a pu se tromper sur la vitesse de l'évolution... pas sur sa direction ». Cependant ce qui nous intéresse, c'est l'interprétation par Marx et Engels, de ce phénomène historique. Il s'agit pour eux, du « rôle révolutionnaire » accompli ainsi par la grande industrie, par la bourgeoisie, même par l'impérialisme.

Vous en doutez ! Dans un article publié par le « New York Tribune » en 1853 (lors de la révolte des Cipayes dans l'Inde colonisée), Marx, réprochant les crimes et les absurdités de la politique colonialiste anglaise, affirme que « l'Angleterre, réalisant une révolution fondamentale dans l'état social de l'Asie fut, quels qu'eussent été ses crimes, l'instrument inconscient de l'histoire ». Et il conclut « C'est seulement lorsqu'une grande révolution sociale aura

maîtrisé les conquêtes de l'époque bourgeoise — le marché mondial et les forces productives modernes — et les aura soumises au contrôle commun des peuples les plus avancés, c'est alors que le progrès humain cessera de ressembler à cet horrible dieu païen qui ne voulait boire le nectar que dans le crâne des ennemis tués ». Et Marx et Engels précisent bien que c'est « au désespoir des réactionnaires que la bourgeoisie a enlevé à l'industrie sa base nationale ».

On peut justifier ces réactionnaires, en se laissant bercer par la sentimentalité folklorique qui décrit complaisamment les paysages pittoresques abattus par les bulldozers du progrès. Ces affabulations littéraires et poétiques dissimulent facilement l'envers des belles époques d'autrefois. Qui condamne avec éloquence « la société de consommation » accepterait mal l'alimentation d'un ouvrier de 1900, utilisant presque tout son salaire pour du bœuf gros sel, des pommes de terre et la chopine de gros rouge et ne survivrait pas dans le taudis d'une maison branlante où mes grands-parents logeaient leurs six enfants, avec un seul robinet d'eau pour plus de cent locataires. Mais aucun socialiste, aucun syndicaliste d'autrefois, aucun libéral n'aurait évoqué le nationalisme réactionnaire autrement que sur le ton de la colère, de la pitié ou du mépris. Et le « cosmopolitisme » du grand capitalisme dont Marx et Engels constataient le développement par une déduction logique, linéaire — que les bouleversements de ce demi-siècle ont contrariée accidentellement sans la contredire — fortifiait en chacun des grands leaders d'autrefois un internationalisme ouvrier, lucide et volontariste.

## « SORTIR DE LA NATION » !

Que celui-ci ait été bafoué dès 1914, nous sommes payés pour le savoir. Mais « l'Union sacrée » fut à l'origine de la révolte héroïque de Pierre Monatte et d'Alfred Rosmer. La fondation de « La Révolution prolétarienne » en 1925 traduisait notre volonté de libérer l'Internationale ouvrière aussi bien des séquelles de la paix de Versailles que du totalitarisme stalinien. La bataille contre l'Impérialisme, la prévention des conflits entre les impérialismes antagonistes, loin de nous enfermer dans les servitudes nationales, nous obligeait à un effort de solidarité internationale. Il fallait « sortir de la Nation » (la formule est de Louzon) pour préparer une œuvre révolutionnaire efficace dans laquelle notre pacifisme jouerait un rôle essentiel.

La seconde guerre mondiale aurait liquidé ce passé, changé radicalement l'orientation de notre mouvement, renvoyé nos espoirs dans un avenir nébuleux ?

La Révolution se présente à nous, casquée et blindée, portée par des chars, des avions de bombardement et des missiles. La lutte des classes se mue en raids terroristes, — non pas selon les pratiques d'un terrorisme que nous n'approuvons pas mais qui visait les responsables ou les complices des répressions et exactions des agents du Pouvoir — mais selon les règles d'un gangstérisme inhumain. Lénine voulait transformer « la guerre impérialiste en guerre civile » Il a fallu une situation exceptionnelle, une conjoncture provisoirement favorable pour que son anticipation se vérifie. Mao Tse Young accepte tranquillement l'hypothèse d'une guerre nucléaire anéantissant la moitié de l'humanité, dont le socialisme sortirait victorieux. De quel

côté se trouve aujourd'hui « l'horrible dieu païen » évoqué par Marx et Engels ?

Cette « militarisation de la Révolution » pouvait apparaître comme l'organisation des forces armées révolutionnaires en face des forces armées nationales. M. Maurice Duverger, dans le Monde du 3-10-74, va beaucoup plus loin. « *L'évolution des faits est en avance sur celle des idéologies* ».

La révolution portugaise de 1974, après les coups d'Etat militaires d'Ataturk en 1920 et de Nasser en 1956, démontre que l'intervention de l'Armée fut ici et là salutaire, et bafoue les traditions conservatrices et réactionnaires dont s'inspirent la majorité des militaires dans les Etats les plus évolués. Il faudrait analyser plus sérieusement la motivation de ces anomalies, aussi localisées dans le temps et l'espace que la révolution bolcheviste de 1917. Et si nous accordons un préjugé favorable — déjà dubitatif — aux militaires portugais, il n'en reste pas moins que, *pour nous*, un régime militaire, si révolutionnaire qu'il paraisse, paralyse le mouvement ouvrier, seul capable, *pour nous*, de porter la Révolution que nous souhaitons. Mais c'est naturellement l'armée française qui intéresse particulièrement M. Duverger. Ses chefs se sont longtemps intégrés dans la Droite « *Cela tient peut-être à certains facteurs historiques particuliers... La gauche socialiste est longtemps apparue comme internationaliste, ce qui l'opposait à une valeur fondamentale de l'Armée: le patriotisme. Le communisme a ensuite été identifié comme l'avant-garde d'un ennemi situé à l'Est.* » Mais la situation a évolué. « *Socialistes et communistes sont ralliés aujourd'hui aux valeurs nationales dont ils apparaissent progressivement de meilleurs défenseurs qu'une droite plus portée à soutenir les entreprises multinationales et la domination des Etats-Unis* ». La logique de ce professeur éminent en qui se confondent son ex-stalinisme et son néo-gaullisme ne peut être contrariée par des faits et des expériences. Si — hélas ! — par aberration plus que par malveillance, Washington s'est accommodé de dictatures oligarchiques, il n'en reste pas moins que dans la plupart des démocraties et des régimes militaires, la Droite la plus militante s'est affirmée dans la rébellion contre les influences américaines. La logomachie pseudo-révolutionnaire confirme sans doute la thèse de M. Duverger. Mais même si l'on s'accorde sur l'existence d'un impérialisme américain (en négligeant les autres) il resterait à démontrer que l'impérialisme représente la Réaction au sens propre du terme. Ce qui démentirait radicalement l'idée fondamentale de Marx et Engels que nous avons rapportée. La lutte contre l'impérialisme reste « réactionnaire » si elle est motivée par les survivances nationalistes. Elle devient progressiste si elle se manifeste par l'internationalisation des « antithèses ouvrières ».

#### **COSMOPOLITISME CAPITALISTE ET INTERNATIONALISME OUVRIER**

Au reste, aux Etats Unis les sociétés multinationales provoquent des oppositions et des hostilités qui ne sont pas exclusivement syndicales. Cependant leur existence confirme encore la prévision de Marx et d'Engels sur « *l'anéantissement de l'isolement primitif des nationalités particulières* ». Le cosmopolitisme capitaliste pourrait, *devrait* réveiller l'internationalisme ouvrier.

L'indépendance nationale n'a jamais paru aussi anachronique qu'en notre temps, alors qu'il suffit d'une initiative de magnats arabes du pétrole pour ébranler la société industrielle mondiale. Et ce n'est pas seulement contre les Etats Unis qu'on lance les slogans gaullisto-communistes. La supranationalité européenne s'imposera tôt ou tard, si l'on

ne veut pas aboutir à une nouvelle rupture entre l'Allemagne et l'Occident et peut-être à un nouveau traité: Hitler-Staline. Contre elle, cependant, gaullistes et communistes s'accordent encore.

Il est vrai que les peuples colonisés se sont soulevés spontanément contre les colonisateurs. Mais il faut un autre processus pour fonder de véritables nations. Dans les pays africains, trop souvent une caste indigène a succédé à l'aristocratie des colons et s'est révélée au moins aussi féroce dans l'exploitation de ses compatriotes. D'ailleurs les socialistes d'autrefois, reconnaissant la légitimité des revendications de peuples soumis à un Etat centralisateur et à des survivances féodales, n'ont jamais jugé salutaire la « *balkanisation* » des anciennes provinces de l'Empire turc et de l'Empire austro-hongrois. Ce sont des socialistes qui ont formulé la nécessité d'une *Fédération balkanique* et d'une *Fédération danubienne*. C'est un socialiste aussi indiscutable que le regretté Marceau Pivert qui, en 1947, provoquait, avec des Allemands opposés à Staline comme ils le furent à Hitler, la réunion d'un *congrès des Etats-Unis socialistes d'Europe*. La seule question qui se posait et se pose encore c'est « *faut-il attendre pour faire l'Europe que le socialisme y ait triomphé ?* » Les choses étant ce qu'elles sont, l'Europe unie, si elle doit se faire, précédera la victoire du Socialisme et facilitera celle-ci, si des socialistes sont capables de redevenir Européens et internationalistes.

Ce qui cependant nous irrite le plus, c'est la véritable imposture que l'on peut déceler dans cette formule « *d'indépendance nationale* », par laquelle on légitime les prétentions à la souveraineté de tous les Etats. Car ce sont les hommes qui nous intéressent, non les Etats.

Et c'est le mouvement ouvrier qui pour nous mérite une « indépendance » efficace. Et nous concluons sans aucune gêne que pour nous la liberté des hommes, la liberté du mouvement ouvrier sont des valeurs essentielles, qui ne sont pas respectées dans la plupart des Etats, jaloux de leur indépendance (souvent d'ailleurs beaucoup plus bruyamment affirmée que réelle). *Le droit à la contestation, le droit à l'opposition, le droit aux débats libres et publics demeurent pour nous les conditions essentielles de l'indépendance des peuples.*

**R. HAGNAUER.**

P.S. Tu as confondu, m'écrivit un ami. Il est prouvé que la CIA a subventionné les adversaires d'Allende, donc que les USA sont responsables du coup d'Etat chilien du 11-9-73. Ai-je nié l'hostilité des grandes compagnies et du gouvernement des U.S.A. à l'expérience Allende ? Mais je ne puis être convaincu par une campagne systématique — reprise par des journaux gouvernementaux d'ici — contre Kissinger. Je crois que les subventions américaines à l'opposition politique avaient pour but justement de prévenir le coup d'Etat militaire. Simple hypothèse ! Je ne refuse pas de discuter sur l'activité de la CIA. Pourrait-on aussi facilement débattre de l'activité des services secrets soviétiques, chinois, arabes ? **Car c'est aux Etats-Unis, au Congrès et dans la presse que la CIA a été formellement et publiquement accusée.**

Cependant quelques précisions chronologiques : l'URSS a rompu avec le régime Pinochet le 21-9-73. Mais Pékin a expulsé l'ambassadeur d'Allende et maintenu les relations avec Pinochet.

Le 25-9-73 le gouvernement français refuse de se prononcer. Le 19-2-74 Pompidou reçoit l'ambassadeur de Pinochet et lui assure que les commandes chiliennes de missiles et de roquettes français seront honorées. Le 22-9-73 la Grande-Bretagne a reconnu le gouvernement Pinochet.

Au contraire le 2 octobre 1973, le Sénat américain veut interdire toute aide au Chili « *tant que les droits de la personne humaine n'y seront pas respectés* ». Et dès le 26-9-1973, Brandt (trop « américanisé », selon les nationalo-communistes d'ici) **condamne le coup d'Etat militaire à l'O.N.U.**

Ce qui prouve qu'il n'est pas toujours facile de « localiser » les ennemis de la Liberté.

# UN DERNIER MOT D'ALBERT GOLDSCHILD

*On lira ci-dessous le dernier papier qu'ait écrit à notre intention notre vieil ami Albert Goldschild, qui s'est éteint le 1<sup>er</sup> septembre dernier à l'âge de 86 ans.*

*De vieux anarchistes survivent peut-être encore qui auront connu avant la guerre de 1914 les frères Goldschild, qu'on avait l'habitude de désigner en bloc, tant ils apparaissaient indissociables. Albert était déjà le plus sage, le plus pondéré, Jean, qui prendra le pseudonyme de Goldsky et dont les démêlés avec la justice militaire en 1918, défraieront la chronique, (il sera inculpé de « trahison » dans l'affaire du Bonnet rouge et condamné aux travaux forcés) le plus hardi, et le plus remuant.*

*Néanmoins le plus constant dans ses idées premières aura été certainement Albert, qu'on retrouvera toute sa vie, discret, efficace, mêlé à toutes les factions marginales (du petit parti socialiste-communiste de Frossard-Morizet-Lafont, au PSOP de Marceau Pivert), côtoyant là de trop nombreux politiciens en mal de parvenir, mais restant indéfectiblement lui-même. C'est-à-dire un homme libre et ironique, aux vues originales, ainsi qu'on aura pu le constater maintes fois ici, par les notes qu'il nous adressait de temps à autre. Un homme dont l'intelligence et l'esprit critique allaient bien au-delà des « appartenances » occasionnelles qui furent les siennes.*

Il semble bien que la mort du second président de la V<sup>e</sup> République soit le signal de la fin de l'aventure gaullienne.

Ce régime bâtard, qui n'est plus républicain, puisqu'il n'y a plus de contrôle démocratique réel sur le gouvernement, qui n'est pas fasciste, parce que lui manquent les chemises noires ou brunes et, reconnaissans-le, une part de leurs excès, qui n'est pas tout à fait monarchique ni tout à fait plébiscitaire, mais par ses vices participe de ces deux systèmes, qui se précèdent européen et sabote la construction de l'Europe, qui se défend d'être atlantique et oppose des rodomontades à la puissance américaine sans renoncer à sa protection militaire ni limiter effectivement ses implantations économiques, qui a décolonisé malgré lui et manqué sa tentative de communauté africaine, qui... mais l'inventaire de ses contradictions et de ses ratages remplirait des pages, ce régime s'est prolongé sans soutien véritable dans le pays qui, durant une quinzaine d'années, l'a supporté comme un pis-aller, les maladroites de l'opposition et la stratégie du parti communiste aidant. Les mêmes causes peuvent le faire durer encore.

La population française, dans sa grande masse, en souffre-t-elle de façon insupportable ? Matériellement, et dans le présent, cela peut être contesté. Pour la bonne raison que, sauf exception, un régime politique ne peut pas tout, pas plus pour le mal que pour le bien. Trente ans de paix en Europe et les rapides progrès techniques et industriels qui ont marqué cette période ont, malgré les gaspillages gouvernementaux et le gâchis administratif, sensiblement accru la production et, partant, quelque peu, et très inégalement, amélioré le sort de tous. Mais c'est là un fait commun, quelles que soient leurs difficultés et leurs crises, à tous les pays dits « avancés » (même l'Espagne compte, à cet égard, dans le nombre) et donc le gaullisme n'a aucun droit de se vanter.

On ne peut faire cependant grand grief à ce gouvernement, ni au régime dont il est la glorieuse expression, de n'avoir pas prévu la crise de l'énergie et pris des mesures pour en prévenir ou en atténuer les effets. Tous les gouvernements des pays « consommateurs » en sont là et aucun avertissement sérieux n'est venu, non plus, des oppositions.

Mais quand a surgi la crise, quand les seigneurs des sous-sols pétroliers se sont avisés qu'ils tenaient à merci les Etats naguère arrogants, le pouvoir de la 5<sup>e</sup> République n'a su faire preuve que d'un désarroi mal dissimulé par cette appa-

rente placidité qui consiste à ne rien décider, et d'un total manque de courage.

La pénurie de pétrole ou son prix considérablement augmenté constituaient une menace pour les conditions de vie de toutes les couches de la population, mais surtout pour les plus démunies. Il en est toujours ainsi des accidents à portée économique ou sociale : catastrophes naturelles, disettes, désordres monétaires, guerres extérieures ou civiles. Sinon par vertu, du moins par prudence, les gouvernements ont alors pour souci de rétablir un semblant d'équilibre en égalisant quelque peu sacrifices et privations. En France, dans les années 40 les contingentements, les rationnements sauvèrent au moins les apparences. Malgré le marché noir ou, disons-le, aidés par lui, par ce côté sportif du système D., institution parallèle bien française, propre à la vantardise et qui a constitué un dérivatif puissant au mécontentement engendré par les restrictions.

En France post-gaulliste, dans une situation pré-occupante, mais moins grave tout de même que la guerre et l'occupation étrangère, rien de tel. Seul pays d'Europe où pas un seul jour la circulation des voitures de luxe a été interrompue ou restreinte, la *dolce vita* des spéculateurs et des histrions a continué comme si de rien n'était. Alors que les prix accentuaient leur rythme de hausse et que s'étendait l'appréhension de voir se réduire le niveau de vie du grand nombre et se comprimer le minimum vital des plus désarmés.

Absence de courage et pénurie aussi d'imagination. Tout ce à quoi on a assisté, c'est à un assaut entre le Pouvoir et l'opposition — qui n'est guère plus que lui à absoudre — d'étalage de grands principes et de mirifiques programmes dont, de part et d'autre, on fait miroiter la générosité et les bienfaits futurs mais dont on ne dit mot des contreparties arithmétiquement fatales et qui finalement s'alourdiront sur les éternels sacrifiés.

Quant aux effets économiques directs du relèvement du prix du « brut » — sur la balance des comptes ultérieurs notamment — le gouvernement a seulement engagé, pour y remédier, une course de vitesse avec les autres pays consommateurs. A qui vendra aux émirs et autres princes de l'or noir le plus d'armement coûteux (pour servir contre qui ?) ou de luxueux gadgets. Ou bien pour emprunter directement ou indirectement à ces mêmes nababs, aux taux d'intérêt exorbitants actuels, les lingots ou les dollars dont ils ne savent que faire.

C'est tout. Pour le surplus, les énarques de la rue de Rivoli donnent carrière à leur adresse algé-

brique, en multipliant les équations saugrenues autour des tiers provisionnels.

Il est vrai que l'on ne peut tout faire à la fois et que nos politiques de la Cinquième sont fort occupés, pendant de longs mois, par la mise au point des manigances stratégiques et tactiques qui ont finalement placé un accordéoniste à la tête de l'Etat, cela réalisé à coups de pied dans les tibias et à grand renfort de crocs-en-jambes.

Et cependant, sur le terrain concret de la balance des paiements extérieurs, qui est maintenant l'essentiel du drame, l'homme de la rue, le simple citoyen voit sans effort les gaspillages et le gâchis auxquels il pourrait être mis un peu d'ordre : spéculation foncière, construction désordonnée, publicité délirante, excès d'emballages et de conditionnements.

Un exemple parmi beaucoup d'autres : la pâte à papier, produit importé et coûteux s'il en est.

La consommation de papier est énorme. Elle s'étend des conditionnements tape-à-l'œil, qui majorent de 15 à 25 % le coût de tant d'articles, aux formulaires administratifs, toujours élargis ou épaissis, aux immenses affiches publicitaires placardées souvent sur des murs devant lesquels ne passe personne, aux interminables bandes de « données » dont on nourrit, pour faire comme le voisin, les ordinateurs, et les non moins formidables « listings » qui en sortiront pour aller directement dormir dans les locaux d'archives que, faute de place à Paris, les administrations et les grandes sociétés se font construire à 100 kilomètres de la capitale.

La liste s'allongerait sans peine. Les grands quotidiens publient chaque jour, à des millions

d'exemplaires, sur six à dix pages, des petites annonces sur lesquelles pas un lecteur sur trois cents ne jette un regard. Ne serait-il pas aisé d'éviter cette énorme dépense d'une matière dont l'achat au dehors exige une grosse sortie de francs, en ne donnant ces feuilles de petites annonces, sous la forme d'un supplément gratuit, qu'aux acheteurs du journal qui les demanderaient ? Quels « intérêts » seraient ainsi lésés ? Ceux des importateurs de pâte peut-être ? On aurait avantage encore à les indemniser, mais demandez aux chapeliers, aux modistes, et plus loin dans le passé aux porteurs d'eau et aux maîtres de poste, si la mode ou l'évolution des techniques et des mœurs ne fait pas d'autres victimes.

Simple exemple encore une fois des économies, des rationalisations possibles sans qu'il soit porté atteinte à aucune liberté qui vaille — ni au bien-être ou au confort de quiconque. D'autres feraient se récrier : elles mettraient en cause l'emploi ! Le luxe des riches, les besoins inutiles « font travailler l'ouvrier », disait-on jadis, alors que l'on n'en était pas à la « société de consommation ».

Si l'on ne découvre pas d'autre moyen de répartir le travail et de distribuer ses produits, autant désespérer de tout progrès social véritable. Mais combien de « républiques » faudra-t-il encore pour que l'on s'en avise ? Et combien aussi de grèves « catégorielles » qui tournent en rond d'entreprise à entreprise, de métier à métier, pour se buter sur une nouvelle hausse des prix ou une production incohérente qui en annule les résultats chèrement acquis ?

Albert GOLDSCHILD.

## A travers les

# LIVRES

### TOUT EST POSSIBLE

#### Les « gauchistes » français 1929-1944

par Jean RABAUT (Editions Denoël)

Jean Rabaut nous fait revivre avec « les copains », tous les copains d'avant-guerre. Comment ne pas le remercier de son travail scrupuleux ?

Les jeunes copains de la dernière et de l'avant-dernière cuvées — ceux d'après-guerre — ne se sentiront pas dépayés en cette compagnie. Ils en sont les héritiers, pour leurs qualités, mais aussi pour leurs défauts, pour leurs erreurs sans cesse recommencées.

Ils auront grand intérêt et grand profit à lire cet ouvrage, peut-être pour ne pas trop recommencer ces erreurs, pour modérer leurs certitudes et leur sectarisme. Le doute est à la base de la vraie recherche de la vérité, laquelle seule est révolutionnaire, comme l'a dit Gramsci et, après lui, les « gauchistes » de 1968.

Puisque je viens d'écrire ce mot de « gauchiste », même avec des guillemets, c'est peut-être le moment de critiquer à la fois le titre et le sous-titre du livre, par ailleurs excellent, de Jean Rabaut. Parmi tous ces militants qui s'agitent dans ces terribles années qui précéderont la seconde guerre mondiale, beaucoup n'avaient jamais pensé que « tout fût possible » en admettant qu'on puisse donner un contenu bien déterminé à cette formule que l'un d'eux, dont la place est grande dans cette avant-garde, avait lancé dans une situation exceptionnelle, celle de 1936. Beaucoup, non plus, n'accepteraient pas cette qualification de « gau-

chistes » qui ne peut avoir qu'un sens relatif : on est gauchiste par rapport à une ligne de référence, et de cette « ligne-là », tous ces acteurs que Rabaut met en scène, ne veulent pas entendre parler, plus exactement : ne veulent plus entendre parler, car, pour la plupart et plus ou moins longtemps, ils en ont été les suiveurs zigzagants hormis les anarchistes peut-être qui ne sont pas oubliés dans l'ouvrage).

Plusieurs des amis de « la R.P. », de ses pionniers, de ses militants se reconnaîtront dans ces pages. Ils y sont parfois cités nominalement ; sinon, ils retrouveront des copains qu'ils ont côtoyés. Rabaut a écrit là deux remarquables portraits de Pierre Monatte et d'Alfred Rosmer. Celui qu'il trace de Robert Louzon sera plus discuté ; ce survivant de la vieille garde n'acceptera certainement pas l'accusation, même indirecte, d'antisémitisme. Il y opposera et des arguments et des actes. « La R.P. » reviendra plusieurs fois au cours de cette histoire rigoureuse de quinze années de combat un peu désordonné, et ce sera toujours à son honneur. Une simple remarque cependant : Rabaut écrit que A.V. Jacquet, porte-parole de la Ligue Syndicaliste dans les congrès de l'enseignement, « s'est rallié au maréchal » en 1940. J'ai connu Jacquet avant la guerre ; je l'ai retrouvé après et nous sommes devenus une paire d'amis. Rien ne me permet de dire qu'il a pu un moment « se rallier au maréchal ». Si Rabaut le dit, il doit avoir des éléments pour l'affirmer. Ce que je puis dire en tout cas, c'est que notre ami Jacquet, vieux proudhonien, est toujours resté fidèle à la classe ouvrière.

Mais assez parlé de notre boutique ! Rabaut nous rappelle aussi la Fédération de l'Enseignement et l'Opposition unitaire dont les leaders restent si chers à notre cœur ; le Cercle Syndicaliste Lutte de classe dont certains militants sont encore à nos côtés comme Félix Guyard, dont d'autres

gardent une retraite têtue comme Davoust, et d'autres sont disparus depuis quelques années, sans être oubliés, comme Galopin.

Sur le plan de la politique pure (si l'on me tolère cet adjectif), nous relirons dans le Rabaut l'histoire de l'opposition de gauche dans le parti socialiste, puis celle du Parti Socialiste Ouvrier et Paysan, avec Marceau Pivert, Collinet, Guérin et bien d'autres.

L'auteur ne nous fera grâce d'aucun groupuscule issu du mouvement communiste, depuis ses origines jusqu'à la guerre. Il a du mérite à ne pas en avoir oublié. Ils sont si nombreux et si jaloux les uns les autres de leur orthodoxie nouvelle (ou plutôt de leur interprétation nouvelle d'une orthodoxie marxiste)! Les trotskystes, vous le pensez bien, ont leur place, leur large place dans ce panorama. C'est surtout l'histoire de leurs scissions (« quand nous en serons à cent... » écrit Rabaut), des scissions dont le promoteur, l'organisateur est Trotsky lui-même. Cela dit sans méconnaître la taille de l'homme. Sa valeur et son caractère ne l'ont pas empêché de se tromper aussi souvent que nous, de faire des prévisions que l'événement démentait à court terme.

Qui ne s'est pas trompé dans ces années-là? Qui ne s'est jamais montré défaillant? Qui peut s'ériger en juge implacable?

Rabaut intitule un de ses chapitres : « De défaite en défaite... jusqu'à la défaite ». Mais est-il sûr que tous ces militants qu'il réanime devant nous, aient été des vaincus? Oui, beaucoup de leurs prévisions étaient fausses et leurs théories boiteuses, mais nombre des idées qu'ils défendaient alors « à contre-courant » sont maintenant devenues choses admises et courantes. Ils ont contribué à changer le monde.

Dans les dernières lignes de son livre, Rabaut s'interroge. Ces hommes de talent et de courage ne furent-ils que des utopistes et des fous? Il répond par cette citation de Jaurès dont les phrases poétiques ont une vertu consolatrice : « Le progrès humain se mesure à la condescendance des sages pour les rêveries des fous, et l'humanité aura accompli son destin lorsque toute sa folie aura pris la figure de la sagesse ».

\*\*\*

## LES IDEES PEDAGOGIQUES DE TOLSTOI

de Dominique MAROGER

(Ed. l'Age d'Homme - Lausanne)

Voici une thèse qui nous intéresse à plus d'un titre. Elle est claire et bien lisible, et nous apprend sur Tolstoï des choses communément ignorées ou passées sous silence. Elle souligne la constante préoccupation chez l'écrivain génial des questions pédagogiques. Il a eu le désir d'application pratique de conceptions considérées comme utopiques à son époque, et qui se sont placées au centre des idées modernes.

En France, l'attention a été attirée sur ces conceptions par un livre précurseur de Charles Baudouin, en 1921 : *Tolstoï éducateur*. Il n'est pas non plus indifférent qu'Han Ryner l'ait remarqué et qu'il ait voulu y intéresser nos contemporains d'il y a 50 ans, Charles Baudouin, poète, psychanalyste, philosophe, fut tôt retenu par la personnalité complexe du grand penseur russe. Dans le présent ouvrage un hommage très précis lui est rendu.

Le creuset où commencèrent à être mis en œuvre les soucis de révolution pédagogique qui inspirèrent Tolstoï fut l'école de Iasnaïana Poliana. Essentiellement, c'est l'école active contre la

tradition de l'enseignement « ex-cathedra ». L'école doit être vouée au développement de l'enfant par ses propres moyens, avec ses forces particulières, en fonction de ses besoins, de sa curiosité, par une adaptation du langage que l'on emploiera pour sa compréhension. En font foi les admirables *Quatre Livres de Lecture* qui ont fait le tour du monde. Ils n'ont pas été seulement rassemblés pour l'usage de l'enfant, mais comme un des centres de la culture populaire.

Les différents aspects de l'initiation à la réflexion, à l'expression, dans les domaines de l'acquisition des moyens utiles sont étudiés avec pertinence, et l'on peut dire avec amour par M. Maroger. Il s'est donné pour mission de les présenter avec précision, dans le contexte exact où ils furent proposés. Il relate les combats et les oppositions rencontrés, mais aussi le soutien qu'ils rencontrèrent dans le monde, et les résultats obtenus. C'est, autant qu'un travail indispensable, un exemple pour la formation d'une mentalité libérée.

J'insiste sur l'intérêt qu'il y a pour nous à faire reconnaître, avec la bonté foncière du pédagogue, la vérité de ses vues, contre un tas de critiques peu justifiées des tenants du train du monde traditionnel qui n'ont pas fini de se manifester. On peut relier un tel ouvrage aux tentatives de Roger Hagnauer de préparer à la lecture intelligente et à l'expression juste et simple. Tout cela fait partie de notre effort pour amener à penser par soi-même et à se faire qui est au commencement de toute transformation sociale effective.

Louis SIMON.

## NOUS AVONS REÇU :

**AUTOPSIE DE PERON**, par Luis MERCIER VEGA (Editions Duculot - Gembloux, Belgique).

Pour mieux comprendre les énigmes de la République Argentine et du péronisme.

\*\*

**LES PRESUPPOSES DU SOCIALISME**, par Edouard BERNSTEIN (Editions du Seuil).

Une réédition d'un des premiers « révisionnistes » du marxisme. Est-ce pour sacrifier à la mode « rétro »? En tout cas, cela valait la peine. Ne serait-ce que pour rectifier pas mal de préjugés sur le personnage de Bernstein et sur sa pensée.

L'ouvrage est complété par une postface de Frédéric Bon et Michel Burnier. C'est une analyse très aigüe et très cruelle d'un certain point de vue. Mais n'est-il pas bon que les socialistes, de tous les genres, se connaissent eux-mêmes?

\*\*

Des Cahiers de SPARTACUS :

**MARXISME CONTRE DICTATURE**, par Rosa LUXEMBOURG. Plus que jamais d'actualité.

**Le christianisme n'a jamais exercé qu'une influence déplorable sur les intelligences et sur les mœurs. Il condamne la pensée, il anéantit la raison, il a perpétuellement nié et combattu toutes les vérités successivement acquises par la science. Il est inintelligible dans ses dogmes, arbitraire, variable, indifférent en morale. L'humanité a perdu la foi qu'elle avait en lui, il ne peut plus inspirer que cette sorte de respect qu'on porte aux vieilles choses dont on s'est longtemps servi.**

LECONTE DE LISLE.

(Histoire populaire du christianisme)

# "CAPITALISME - SYNDICALISME MÊME COMBAT"

de CORALE (Editions Spartacus)

Je me sens personnellement tenu de parler de ce texte paru dans le dernier numéro de « Spartacus » parce que, ne l'approuvant pas, j'ai beaucoup insisté pour qu'il soit publié. Cette attitude n'est pas contradictoire : pour critiquer une idée, il faut qu'elle soit connue, sinon la discussion est esquivée. Or la mise en accusation, du syndicalisme et de « l'illusion » d'un syndicalisme révolutionnaire par des militants issus du mouvement libertaire mérite, à mon avis, une controverse dans laquelle j'espère que maints lecteurs de la R.P. interviendront.

Les militants groupés sous le pseudonyme de Corale ont plus ou moins occupé des postes syndicaux, mais se sont détournés de l'activité syndicale en la voyant continuellement contrecarrer l'action révolutionnaire. Après avoir longuement approfondi les raisons de cet état de choses, ils sont tombés d'accord pour considérer les syndicats non pas comme des organisations de revendications ouvrières réformistes et, encore moins, révolutionnaires, mais comme des rouages du système capitaliste, des rouages tellement indispensables à son fonctionnement que lorsque les ouvriers ne se syndiquent pas d'eux-mêmes le patronat capitaliste le leur propose et, au besoin, les Etats dictatoriaux le leur imposent.

Il s'agit là d'un réquisitoire basé sur une analyse de caractère fondamental, qui va beaucoup plus loin que les critiques apparemment doctrinales formulées contre le syndicalisme depuis ses débuts, car les attaques lancées de droite et de gauche (et surtout d'extrême gauche) ont été, à la plupart du temps, entachées de convoitise boutiquière et d'arrière-pensées plus ou moins hypocrites ou cyniques. Comme il fallait à la mauvaise foi de bons arguments on les a puisés dans l'arsenal des doctrines. Les premiers bolcheviks ne s'en firent pas faute et ont ainsi savamment condamné le syndicalisme... jusqu'au moment où la pratique du noyautage eût soumis des masses de salariés à leurs oukases.

L'argumentation de Corale, on peut le noter par malice, rejoint parfois celle des bolcheviks (voir « Lénine et le mouvement syndical » de Salomon Schwarz, édit. Spartacus) mais elle n'a évidemment pas leurs arrière-pensées partisans, ce qui lui donne plus de valeur. Pour Corale, c'est le patronat lui-même qui a besoin des syndicats afin d'y trouver des « interlocuteurs valables ». Ceux-ci (que Corale compare à des courroies de transmission, à des rouages) seraient chargés de transmettre les exigences patronales aux ouvriers et de leur rendre acceptables les conditions de leur exploitation, grâce à la hiérarchie et la discipline syndicales (surajoutées à la hiérarchie et la discipline professionnelles) imposées par une démocratie aussi fallacieuse que formaliste.

Je dois reconnaître, pour ma part, que cette description du rôle des syndicats ne me paraît pas trop éloignée de ce qui se passe partout actuellement. J'admets aussi que le syndicalisme ouvrier est devenu nécessaire au patronat. Corale en donne facilement pour preuves, d'une part la volonté des employeurs de ne discuter qu'avec les représentants de syndicats accrédités, à l'exclusion des délégations spontanées du personnel, d'autre part les subventions confortables accordées par les Etats à des confédérations syndicales agréées, considérées comme « représentatives » et estimées « responsables » du comportement de leurs adhérents.

Il faut convenir que le système capitaliste s'est montré capable de digérer le syndicalisme quoiqu'il le trouve lourd à l'estomac, car ce qui est nécessaire

au capitalisme, ce ne sont pas les syndicats, c'est la classe ouvrière elle-même avec et malgré ses syndicats !

Etant donné qu'en recrutant sa main-d'œuvre la grande industrie a créé la classe ouvrière, on peut dire, en un sens, que celle-ci fait partie du système capitaliste et que les syndicats fondés par des ouvriers pour s'opposer à leurs exploités, font aussi partie intégrante du système capitaliste. Cela ne signifie pas que le syndicalisme ait été conçu et créé en vue de servir le capitalisme, ce qui est absolument faux : les martyrs syndicalistes victimes des répressions capitalistes en attestent.

Je pense que Corale a raison de dénoncer la collusion des organisations syndicales avec celles du patronat et des Etats : il serait bon et il est urgent qu'une pareille dénonciation réveille les consciences et devienne un cri général des exploités, parce qu'il est inadmissible que le capitalisme et le syndicalisme mènent un même combat contre les travailleurs. Par contre je ne suis plus du tout d'accord avec ces militants quand ils affirment que cette collusion résulte de la nature même du syndicalisme. Ils ne m'en ont pas persuadé et je reste convaincu qu'ils se trompent : les ouvriers ont absolument besoin, sous tous les régimes, pour résister et s'opposer à toute exploitation ou tentative d'exploitation, de se grouper sur la base professionnelle et sur le lieu de travail, c'est-à-dire en syndicats.

S. RUBAK.

## LA COMMUNE VIVANTE

par A. FIMMEN (Les Editions Syndicalistes)

Un livre rafraîchissant.

Voyage dans un monde repeint de fraîches couleurs après le « grand tournant » celui qui, par nous ne savons quel grand mystère d'unanimité, a renvoyé à tous les diables les bureaucraties, les administrations, les polices, les armées — a supprimé l'Etat et restauré dans leur souveraineté les Communes. Là, l'impôt « c'est pour ton logement, ton école, ton transport... » tandis que l'impôt pour l'Etat c'est payer son armée, sa police, sa bureaucratie... »

Et de ce « grand tournant » a commencé l'histoire merveilleuse des hommes « où chacun sera le maître de sa propre vie » et pourra accéder au bien-être qu'il désire en offrant quelques « gam » c'est-à-dire quelques unités de travail, habilement calculées...

A. Fimmen nous promène dans l'usine nouvelle, dans la Cité où le piéton est roi, dans les villages d'enfants, à leur école et partout elle trouve le mot qui raille le sordide et ouvre la porte à l'espérance...

Vous ai-je dit qu'à la « Commune vivante » il y a un sous-titre ? Le voici « Rêve d'un monde nouveau ». Un monde où il n'y aurait plus de chefs géniaux, plus d'exploiteurs, plus d'opprimés, plus d'exploités et surtout, surtout, où les graines d'exploiteurs et de tyranneaux ne germeraient pas dans cette foule hier avide de se promouvoir...

Et A. Fimmen qui nous a conduit dans ce monde rêvé sait bien que tout ne sera pas résolu encore mais qu'il s'agit d'abord d'enfoncer les barrières extérieures, pourries et périmées qui barrent l'entrée d'un monde meilleur pour tous... »

Enfoncer ces barrières, un sacré boulot de fait... pardon : à faire...

B. GIAUFFRET.

# LES FAITS DU MOIS

**VENDREDI 16 AOUT.** — Réconciliation Kadhafi-Sadate à Alexandrie.

En Ethiopie Haïlé-Selassié est privé de ses derniers pouvoirs.

**SAMEDI 17.** — La C.F.D.T. demande que soit maintenu en service le paquebot « France » pendant trois mois.

Malgré son acceptation du cessez-le-feu, la Turquie continue son avance à Chypre.

**DIMANCHE 18.** — L'évêque grec de Jérusalem est arrêté par le gouvernement israélien pour activités terroristes.

**LUNDI 19.** — L'ambassadeur des Etats-Unis à Nicosie est tué au cours d'une émeute.

Au Portugal, socialistes et communistes approuvent les mesures d'austérité du gouvernement.

**MERCREDI 21.** — A Rochefort, bagarre entre partisans de Nicoud et de Leclerc.

L'Université de Paris VII refuse plus de 800 inscriptions.

**JEUDI 22.** — La Roumanie reçoit successivement avec autant d'apparat les représentants de l'URSS et de la Chine.

**VENDREDI 23.** — Avec l'accord de la Grèce, l'URSS propose une conférence élargie sur Chypre à laquelle elle entend participer.

**DIMANCHE 25.** — Un 7<sup>e</sup> essai nucléaire français a lieu dans le Pacifique.

**LUNDI 26.** — A Turin, journalistes et typographes fondent une coopérative pour continuer à publier « La Gazzetta del Popolo » menacée de fermeture avec un déficit de 4 milliards de lire.

**MARDI 27.** — La Turquie rejette la proposition des Russes d'une conférence élargie sur Chypre.

Au Maroc, 7 condamnés à mort pour atteinte à la sûreté de l'Etat sont passés par les armes.

**MERCREDI 28.** — Le conseil des ministres décide de lever l'embargo sur les ventes d'armes au Proche Orient.

**VENDREDI 30.** — Le journal « Combat » publie son dernier numéro.

**DIMANCHE 1<sup>er</sup> SEPTEMBRE.** — A Douai, la fédération des mineurs CFTC célèbre son cinquantenaire.

**MARDI 3.** — A Romans, les ouvriers d'une usine sinistrée occupent la mairie.

« Tunis-Hebdo », créé depuis un an, cesse sa parution.

**JEUDI 4.** — Deux secrétaires d'Etat U.S.A. se rendent à Cuba.

**VENDREDI 6.** — Bourguiba « accepte d'être élu président à vie de la Tunisie ».

**SAMEDI 7.** — Hollande et Belgique hésitent sur le choix d'avions de combat français ou américains.

En France, les utilisateurs de fuel domestique devront restreindre leur consommation à 80 % de celle de l'an dernier.

**DIMANCHE 8.** — Les blancs du Mozambique s'insurgent contre l'accord sur l'indépendance.

Un nouveau parti socialiste est constitué au Mexique.

**LUNDI 9.** — Le président Ford gratie M. Nixon pour l'affaire du Watergate.

**MARDI 10.** — La Guinée-Bissau accède à l'indépendance.

Les rebelles blancs du Mozambique se rendent, mais des troubles sanglants continuent.

A Draguignan, 200 soldats du contingent manifestent dans la rue contre les sanctions infligées à ceux qui avaient répandu des tracts dans la caserne.

**MERCREDI 11.** — Le gouvernement dément l'information israélienne selon laquelle 40 pilotes égyptiens s'entraînent à Dijon sous l'uniforme saoudien.

Des pilotes russes participeraient aux combats dans le nord de l'Irak sur des avions supersoniques Tupolev-22.

**JEUDI 12.** — Le paquebot « France » est occupé par son équipage à l'entrée du Havre.

A Tunis, Bourguiba préconise une association capital-travail et se réserve de désigner lui-même les membres du Bureau politique du parti unique.

Tito confirme qu'une trentaine de personnes ont eu la « fantaisie » d'organiser un nouveau parti communiste.

**VENDREDI 13.** — Le général de Boissieu dit que les cadres de l'armée en ont ras-le-bol de voir des élus prendre parti pour les soldats contestataires.

L'ambassadeur de France à La Haye et huit autres personnes sont gardées en otages pour exiger la libération d'un japonais arrêté le 26 juillet en France.

**DIMANCHE 15.** — Dans un drugstore de Saint-Germain-des-Prés, une bombe éclate faisant 2 morts et 34 blessés.

Dans la banlieue de Moscou des bulldozers entèrent une exposition de peinture non conformiste. Et « l'Huma » rappelle que le PCF est pour la liberté de la création artistique.

**LUNDI 16.** — Les otages de « La Haye », qui sont restés 60 heures sans boire ni manger, sont libérés, tandis que le commando s'est rendu à Damas avec le terroriste japonais livré par la France.

Le tribunal de commerce de Paris prononce la liquidation des biens de Titan-Coder qui emploie 2.700 salariés.

Ceux-ci décident d'occuper les trois usines du groupe.

**MARDI 17.** — Makarios annonce qu'il rentrera à Chypre en octobre.

**MERCREDI 18.** — Au Japon, une importante entreprise de textile est déclarée en faillite.

**JEUDI 19.** — Rencontre à Paris de représentants des jeunes communistes et gaullistes en vue d'une action commune.

Aux Nations Unies l'Amérique menace de représailles économiques les Etats arabes s'ils ne baissent pas le prix du pétrole.

**VENDREDI 20.** — La CEE décide de fixer à 5 % l'augmentation des prix agricoles. L'Allemagne réserve son accord.

Trente-deux Yougoslaves sont condamnés de 1 à 14 ans de prison pour constitution d'un parti kominformiste.

Au Mozambique, exode massif des blancs.

**DIMANCHE 22.** — Election d'un tiers du Sénat : le PC a 4 élus (+ 2), le PS 15 (+ 2) ; Rad. de G. 6 (- 1), divers G. 5 (+ 1), réformateurs 12 (+ 4), CDP 7 (+ 2) UDR 9 (- 3), modérés 21 (- 3), indép. 9 (- 4)

**MARDI 24.** — En Ethiopie, l'armée arrête des dirigeants syndicaux qui avaient lancé un mot d'ordre de grève.

**MERCREDI 25.** — La France décide de réduire ses importations de pétrole.

**JEUDI 26.** — Les militants CGT et CFDT de la SNIAS à Toulouse séquestrent deux dirigeants de la société, qui ont été libérés dans la nuit par la police.

**VENDREDI 27.** — Invités par Fidel Castro deux sénateurs américains se rendent à Cuba.

**SAMEDI 28.** — Au Portugal, le président Spínola est contraint par la gauche d'annuler une manifestation en sa faveur de la « majorité silencieuse », puis se résigne à démissionner en déclarant que le communisme n'est pas meilleur que le fascisme. Il est remplacé par le général Casta Gomez qui a été ministre sous la dictature Salazar.

**DIMANCHE 29.** — Six élections législatives d'anciens ministres gaullistes : deux sont élus, les quatre autres sont en ballottage.

## D'où vient l'argent ?

MOIS DE SEPTEMBRE 1974

RECETTES	
Abonnements ordinaires .....	1.596,—
Abonnements de soutien .....	1.100,—
<hr/>	
Souscription .....	312,—
Ventes au N° .....	85,26
Total des Recettes .....	3.093,26
En caisse au 1-9-74 .....	4.337,81
<hr/>	
7.431,07	
DEPENSES	
Impression expédition n° Juin-Juillet .....	3.699,30
Frais de déplacement Septembre .....	132,—
Téléphone .....	105,35
<hr/>	
Total des Dépenses .....	3.936,65
En caisse au 30-9-74 .....	3.494,42
<hr/>	
7.431,07	

### ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Dagny (75) 100 ; Chandelier (91) 100 ; Bureau (92) 100 ; H.D.S.A.M. F.O. (06) 60 ; Merignot (91) 60 ; Alix (93) 5 ans 300 ; Hunreau (75) 80 ; Lévy (95) 100 ; Bock (75) 50 ; Le Coutaller (29) 50 ; Ouillet (66) 50 ; Liège (85) 50. Total : 1.100.

### SOUSCRIPTION

Thomas (71) 50 ; Lippe (Belgique) 100 ; Spinetta (75) 50 ; Lemire (92) 35 ; Mme Thomas (71) 50 ; Le Coutaller (29) 20 ; Duperray (42) 7. Total : 312.

# LES EDITIONS SYNDICALISTES

21, rue Jean-Robert, 75018 Paris - C.C.P. 21 764-88 Paris - Tél. 607-02-06

*Pour vos lectures et vos bibliothèques  
personnelles et collectives*

<b>LA COMMUNE VIVANTE (Rêve d'un monde nouveau)</b> de A.F. de JAGER (Editions Syndicalistes) ..... <i>Image d'une société des travailleurs libres. L'étalon-travail.</i>	5,00 F
<b>POUR UNE LECTURE OUVRIERE DE LA LITTERATURE</b> de Pierre AUBERY (Editions Syndicalistes) .....	12,00 F
<b>LA CLASSE OUVRIERE ET LE SYNDICALISME EN FRANCE</b> de Georges VIDALENC (Editions de Force Ouvrière) ....	20,00 F
<b>TRAVAUX</b> , de Georges NAVEL (Editions Stock) .....	16,00 F
<b>JAURÈS</b> , de Jean RABAUT (Librairie académique Perrin) ..	31,30 F
<b>LA PRESSE QUOTIDIENNE</b> <b>Ceux qui la font, ceux qui l'inspirent</b> de Nicolas FAUCIER (Editions Syndicalistes) .....	15,00 F
<b>J'AVAIS VINGT ANS</b> de René MICHAUD (Editions Syndicalistes) .....	13,00 F
<b>Un jeune ouvrier au début du siècle</b>	
<b>UN INDIVIDUALISTE DANS LE SOCIAL: HAN RYNER</b> de Louis SIMON (Editions Syndicalistes) .....	10,00 F
<b>LE SYNDICAT DES CORRECTEURS</b> Une thèse de Yves BLONDEAU .....	38,00 F
<b>L'EXPRESSION ECRITE ET ORALE</b> de Roger HAGNAUER (Editions Ouvrières) .....	25,00 F
<i>Nouvelle édition, revue et complétée.</i>	
<b>TRENTE ANS DE COMBAT</b> de Louis BOUET .....	25,00 F
<i>A travers l'action de toute une vie d'un instituteur syndicaliste, trente ans d'histoire ouvrière.</i>	

*Lisez et faites lire les brochures  
éditées par nos soins :*

<b>LA DIALECTIQUE SCIENTIFIQUE</b> de Robert LOUZON .....	5,00 F
<b>L'EVOLUTION DU CAPITALISME</b> de Pierre RIMBERT .....	4,00 F
<b>LA SOCIETE DES LOISIRS</b> de Maurice LIME .....	3,00 F
<b>LES TROIS PHASES DE LA REVOLUTION SOCIALISTE</b> de Raymond GUILLORÉ .....	5,00 F